Negroes with guns

© Photos : Robert F. Williams

© Première édition : Marzari & Mansell, NY, 1962 - USA
© Les bons caractères 2019 pour la traduction
ISBN : 978-2-915727-66-1
Dépôt légal : 2e trimestre 2019

Negroes With Guns

Des Noirs avec des flingues

Robert Franklin Williams

Note du traducteur

Dans son récit publié en 1962, Robert Franklin Williams emploie le plus souvent le mot *Negro* pour désigner les Noirs américains, le mot était alors au moins aussi courant que *Black*. Nous avons choisi de traduire *Negro* par « Noir » (pour le nom commun) ou « noir » (pour l'adjectif), car « Nègre » et « nègre » ont en français des connotations colonialistes et racistes, qu'elles avaient déjà à l'époque.

Dans certains passages, l'auteur emploie un autre mot, *Nigger*, que nous avons en revanche choisi de traduire par « Nègre », car c'était le mot insultant couramment employé par les Blancs racistes pour désigner les Noirs.

Toutes les notes sont du traducteur.

Préface de l'éditeur

Par une nuit d'août 1961, Robert F. Williams, son épouse Mabel Robinson Williams et leurs trois fils se sont enfuis de Monroe, en Caroline du Nord. Des foules blanches sillonnant la région avaient déjà brutalisé un groupe de « voyageurs de la liberté » *(Freedom Riders)*, ces jeunes gens, Blancs et Noirs mêlés, qui contestaient la ségrégation sur les lignes de bus inter-États. Et voilà qu'elles commençaient à encercler le quartier noir où vivait la famille Williams. Le soir de leur fuite, le chef de la police de Monroe avait annoncé sans détours son intention de lyncher Williams (« *dans trente minutes dans le square du tribunal* ») et le bureau du gouverneur de Caroline du Nord avait déclaré que, si une action violente devait se produire, Williams ne pourrait s'en prendre qu'à lui-même (« *Vous l'avez cherché, vous l'avez trouvé.* »)

La famille Williams s'est d'abord rendue à Harlem, dans le but de dénoncer les violences perpétrées dans les zones rurales de la Caroline du Nord. Au lieu de quoi ils ont découvert que le Nord leur était hostile. Le FBI avait placé Williams sur sa liste des personnes les plus recherchées, le qualifiant de schizophrène avéré qui avait « *plaidé en faveur de la violence et menacé de l'utiliser* ». Il fut accusé de kidnapping sur la base de fausses preuves ; accusé également d'avoir franchi les limites de l'État de Caroline du Nord pour échapper à son arrestation. Ces accusations le mettaient à la merci de tous les flics du pays et le menaçaient d'une condamnation à la peine capitale par les autorités fédérales.

En entrant au Canada, Williams a découvert qu'il était sous le coup d'un mandat d'extradition vers les États-Unis. Il est reparti du Canada avec son épouse et ses trois enfants et a traversé les États-Unis pour se rendre au Mexique, puis

de là à Cuba, un périple dans le sens inverse du « chemin de fer souterrain » *(Underground Railroad)*, cet itinéraire que suivaient les Noirs du Sud en fuite vers le Nord avant l'abolition de l'esclavage en 1865.

Ce fut le début d'un exil de huit ans, principalement à Cuba et en Chine. Cuba lui donna les moyens de s'adresser aux habitants du Sud des États-Unis avec sa propre chaîne de radio, Radio Free Dixie[1]. Il continua à écrire et à diffuser un bulletin d'information, *The Crusader (Le Croisé)*, dont des exemplaires circulèrent parmi certains militants du mouvement noir. Il était donc éloigné, hors-jeu, quand les ghettos noirs ont explosé au milieu des années 1960. Mais Williams, à l'instar de Malcolm X, assassiné en 1965, avait planté un drapeau politique dont s'empara toute une génération de militants noirs qui ne voulaient pas « tendre l'autre joue » face à la violence raciste. La notion d'autodéfense avait déjà cours dans certaines parties du mouvement noir. Les événements de Monroe démontrent toutefois que cette idée n'a acquis une réelle signification que lorsque la population elle-même l'a reprise à son compte et mise en pratique.

Organiser la population pour « répondre à la violence par la violence »

À l'âge de 18 ans, Williams était allé dans le Nord pour travailler à Detroit dans les usines de l'industrie de guerre. Il y vécut l'émeute raciale de 1943 – en réalité un pogrom perpétré par des Blancs contre la population noire. Des bandes de Blancs en vadrouille ont alors arraché des Noirs

1 « *Dixie* » est un terme affectueux pour désigner le Sud des États-Unis, employé notamment par les Blancs nostalgiques de la période de l'esclavage. Le nom de la radio est un clin d'œil ironique à Radio Free Europe, une radio créée par le gouvernement des États-Unis aux premiers temps de la guerre froide, en 1949, pour s'adresser aux habitants des Démocraties populaires et faire entendre en Europe de l'Est la voix du « monde libre ».

des tramways pour les brutaliser. Des voitures remplies de racistes ont traversé les quartiers noirs, jetant des excréments sur les gens, voire leur tirant dessus. Mais en 1943 à Detroit, Williams a très certainement vu aussi autre chose : des habitants de certains quartiers noirs se regroupant pour se défendre. Et il a pu constater que la police ne s'est décidée à empêcher les agresseurs blancs d'entrer dans le ghetto qu'après la mobilisation des Noirs eux-mêmes.

Les États-Unis étant alors engagés à fond dans la Deuxième Guerre mondiale, l'armée finit par être obligée d'intégrer des Noirs. Williams, comme beaucoup d'autres hommes noirs, fut enrôlé.

À son retour en Caroline du Nord après la guerre, la ségrégation légale régnait toujours dans le Sud, avec tout ce que cela signifiait d'indignité, de grossièreté morale et de violence sadique. À leur retour, les hommes noirs qui avaient porté l'uniforme n'avaient pas le droit de voter ; pas le droit d'entrer dans les bâtiments publics par la même porte que les Blancs ; pas le droit de boire aux mêmes fontaines publiques. Leurs enfants ne pouvaient pas aller dans les mêmes écoles que les enfants blancs, ni nager dans la piscine publique que leurs impôts avaient pourtant contribué à financer. Et ils ont vu leurs enfants se noyer dans des criques et des rivières, faute de surveillance. Et puis il y avait toujours ce que Williams a appelé « *la violence délibérée, consciente, couverte par les autorités... une violence sans trêve ni repos* ». Pour les Noirs, « *toute la vie quotidienne baignait dans la terreur et dans le sang* ».

Après le retour de Williams à la vie civile, l'un de ses amis, Bennie Montgomery, fut exécuté dans le pénitencier de la Caroline du Nord pour avoir tranché la gorge d'un Blanc qui l'avait agressé. Frustrés de ne pouvoir lyncher Montgomery, les hommes du Ku Klux Klan déclarèrent que son corps leur appartenait et qu'ils avaient l'intention de le récupérer à la morgue locale. Des années plus tard, un ami

de Bennie raconte : « *Ils comptaient venir chercher le corps de Bennie et le traîner dans les rues. J'aurais préféré mourir et aller en enfer plutôt que de laisser cela arriver.* » Les hommes du Klan qui paradaient en ville furent accueillis par une phalange d'anciens combattants noirs, armés de fusils de chasse qu'ils braquaient directement sur eux. La famille de Bennie put enterrer son fils en paix.

Parmi ces anciens combattants en armes se trouvaient Robert Williams, alors âgé de 21 ans, et trois autres hommes qui, dix ans plus tard, seraient en action à ses côtés à Monroe. Des années plus tard Williams a déclaré : « *C'est l'un des premiers incidents qui nous ont réellement fait comprendre que nous devions résister et que la résistance pouvait être efficace si nous résistions de façon groupée et des fusils à la main.* »

Dans le Sud des années d'après-guerre, les soldats noirs qui revenaient du service militaire ne sont pas rentrés dans le moule. C'est cette génération, ainsi que celle des soldats noirs revenus de la guerre de Corée quelques années plus tard, qui devait mettre fin à la ségrégation légale dans le Sud rural. S'appuyant sur l'esprit de résistance de la population noire, ils ont su se faire craindre des racistes. En fin de compte, ils ont réussi à renvoyer le Ku Klux Klan aux oubliettes, lui qui avait perduré si longtemps à travers le Sud rural tout entier, en symbiose avec l'appareil d'État.

Puis Williams a rejoint l'armée, se portant volontaire pour le corps des Marines, afin de parfaire sa formation. Au lieu de cela, il a eu droit à l'attitude raciste des officiers, qui s'attendaient à ce que les soldats noirs fassent le sale boulot, sans rechigner ni se plaindre. Williams a finalement été rayé des cadres avec mention ignominieuse, en raison de son refus de se taire et d'accepter ces « pratiques ordinaires ».

Williams est rentré chez lui en 1956, deux ans après que la Cour suprême eut statué que « *l'égalité séparée, ce n'est pas l'égalité* » *(separate but equal is not equal)*, et que

les écoles non mixtes devaient être déségréguées « à toute vitesse »[2]. C'était moins d'un an après la vaste mobilisation de la communauté noire de Montgomery, en Alabama, qui avait mis fin à la ségrégation dans les bus financés par des fonds publics. Dans le Sud, la mobilisation s'étendait, commençant même à entraîner de petites villes rurales comme Monroe où l'emprise du Klu Klux Klan était la plus forte et la plus perverse.

Williams a pris sa carte à la NAACP[3], l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur. La NAACP avait mené des combats juridiques, comme celui qui avait débouché, en 1954, sur l'arrêt Brown contre l'inspection de l'Éducation, mettant fin à la ségrégation légale dans les écoles. Et Williams s'est efforcé, avec d'autres anciens combattants, de ressusciter la section locale moribonde. Ils ont commencé par user des moyens habituels de la NAACP : demander aux tribunaux d'étendre l'application de l'importante décision de 1954 au-delà des écoles. Ils ont adressé des pétitions aux autorités pour réclamer l'admission de leurs enfants à la bibliothèque locale, dite « publique », à la piscine locale, elle aussi dite « publique ». Et ils ont réclamé que leurs demandes d'embauche dans les services de l'État soient enfin acceptées.

Frustrés dans leurs tentatives pour obtenir satisfaction par la voie judiciaire, les militants NAACP de Monroe ont cherché à augmenter le nombre d'adhérents en faisant du porte-à-porte, en activant tous les liens que les gens avaient entre eux. Ils ont fait appel aux quartiers noirs pour mettre en place des piquets et des occupations, et plus largement pour perturber le statu quo. Williams s'est évertué

2 *Separate but equal* : « séparés mais égaux », c'est par cette formule que la ségrégation était justifiée depuis les lois Jim Crow introduites dans le Sud à la fin du 19e siècle.

3 NAACP *(National Association for the Advancement of Colored People)* : Association nationale pour l'avancement des gens de couleur, fondée en 1909.

à convaincre ses interlocuteurs que leurs revendications ne pourraient être satisfaites sans action commune face aux autorités.

Au milieu de l'été, la piscine municipale, entourée de centaines de Noirs, fut contrainte de cesser ses activités.

Des centaines, puis des milliers de Blancs ont répondu à l'appel du Klan les exhortant à « défendre leur mode de vie ». Les hommes du Klan ont fait le tour de Monroe en voiture, fusil à la main et vitres baissées, lâchant de temps en temps des coups de feu.

La communauté noire a commencé à s'armer. En tant qu'ancien combattant, Williams a demandé à la NRA, l'Association nationale de tir, l'autorisation de créer un club. Ce club de tir est devenu la milice noire. Les membres ont vite afflué. Lorsque les maisons des principaux membres de la NAACP ont été menacées, la milice noire a organisé nuit après nuit des patrouilles armées pour protéger les quartiers noirs.

Le Klan avait beau s'être mobilisé, et même avoir ressuscité, la population noire s'organisait pour défendre ses propres quartiers. Enfin, en réponse aux tirs provenant de voitures du Klan qui traversaient le quartier noir, les gens ont riposté à coups de fusil.

Ce n'était pas un incident grave. Et des incidents ressemblant peu ou prou à celui-là étaient alors fréquents dans les régions rurales du Sud profond. Des événements similaires sont racontés dans des témoignages tels que *The Making of Black Revolutionaries* de James Forman (1972) et *A Fighter All My Life* de Sam Johnson (2014)[4]. Mais il y avait une grosse différence : à Monroe, il ne s'agissait pas d'un événement impromptu. Williams en était à plaider ouvertement

4 L'autobiographie de James Forman n'a pas été traduite en français. Celle de Sam Johnson, *Toute ma vie, j'ai lutté* (2015, 230 pages, traduction de Patricia Barbe-Girault) est disponible aux éditions Les Bons Caractères, dans la collection Témoignages.

pour que les Noirs organisent leur autodéfense. À Monroe, il avait appelé les gens à s'y préparer. Et avec d'autres il avait œuvré à ces préparatifs.

Dans tout le Sud rural, pendant les années 1958-1959, la réaction des Blancs a été violente face à la montée de ce mouvement pour les droits civiques qui menaçait leurs « droits naturels ». Chaque personne noire était une cible potentielle, même un simple passant, dans la rue, au milieu de la journée. Dans le Mississippi, Mack Charles Parker fut tiré de la prison où il était enfermé – il fut exhibé à travers la ville, battu à mort, puis son corps fut traîné dans les rues. Quatre jeunes Noirs étudiant à la Florida A & M University furent agressés par un gang blanc qui les força à sortir de leur voiture sous la menace d'armes à feu. L'une des étudiantes parvint à s'enfuir, l'autre fut violée à plusieurs reprises. Pour toute la communauté noire, de telles histoires mettaient en évidence cette vérité : les Noirs ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Les pages de *Jet Magazine*, un magazine noir très lu à l'époque, étaient remplies de récits plus horribles les uns que les autres.

C'est dans cette atmosphère de violence sudiste grandissante que deux décisions pénales ont révélé aux Noirs de Monroe le peu qu'ils pouvaient attendre de la voie judiciaire. Une Noire employée comme femme de chambre dans un hôtel a été poussée par un Blanc dans un escalier, et gravement blessée. Williams et ses camarades ont demandé à la police d'arrêter le coupable. La police a refusé. Une femme noire, enceinte de huit mois, a été victime d'une tentative de viol et de coups. Son agresseur a été jugé, mais acquitté.

En quittant la salle d'audience après le procès, on rapporte que Williams déclara : « *Cette affaire démontre que les Noirs du Sud ne peuvent pas s'attendre à ce que justice soit rendue dans les tribunaux. Ils doivent condamner leurs agresseurs sur-le-champ. Ils doivent répondre à la violence par la violence, au lynchage par le lynchage.* »

Williams a raconté plus tard qu'il avait été surpris des vives réactions provoquées par ses paroles. Ces formulations lui semblaient aller de soi, elles étaient le fidèle reflet de ce qu'il avait dit, et de ce que lui et ses camarades avaient fait à Monroe.

Ce fut le coup de tonnerre dans les médias et aux sommets de la NAACP. Williams fut exclu de ses rangs. Le gouvernement fédéral, qui avait consacré peu de ressources à l'enquête sur les lynchages qui avaient marqué le Sud, se lança avec zèle dans une enquête sur Williams. Les autorités lui tombèrent dessus en le traitant de tous les noms. Sa compagnie d'assurances fit annuler ses polices habitation et automobile, ce qui lui interdit du jour au lendemain de prendre le volant.

Toute cette agitation provoquée par trois courtes phrases prouva que les idées exprimées si clairement par Williams faisaient peur aux racistes. Eux qui avaient toujours vécu dans la crainte que la population noire se soulève ont pris ses paroles comme une déclaration de guerre. Du côté de la communauté noire, ses paroles ont suscité une adhésion profonde, car elles osaient exprimer tout haut ce que tant de Noirs pensaient tout bas.

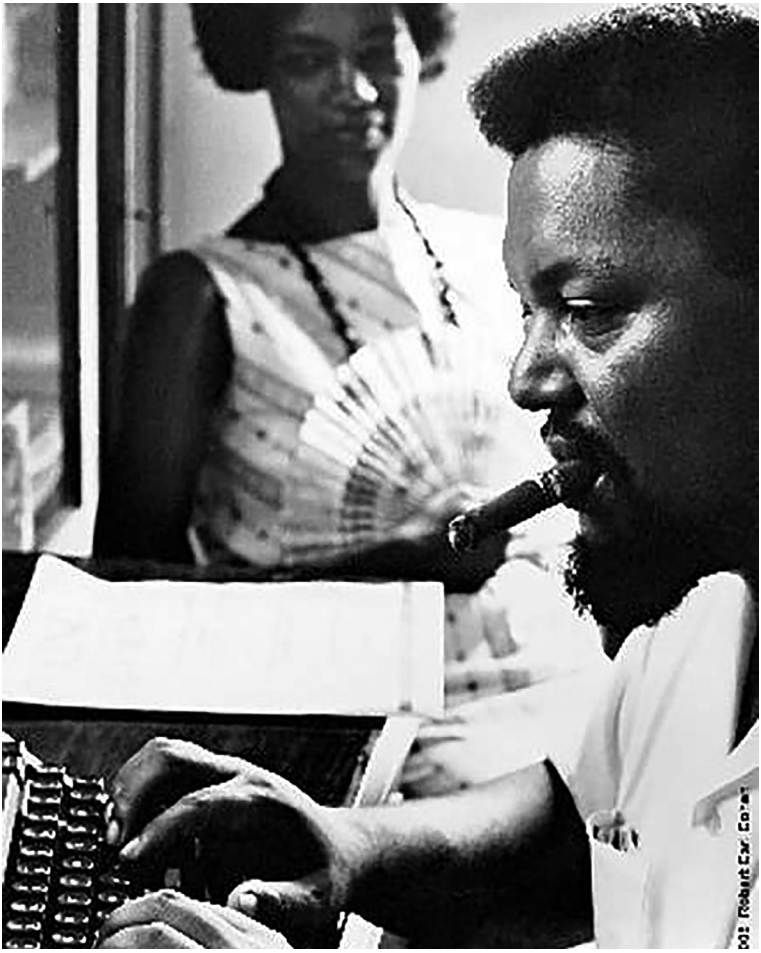
En 1940, dix-neuf ans avant le discours de Williams, Léon Trotsky, condamnant ce qu'il appelait *« les fauves de l'Amérique blanche »*, appelait les révolutionnaires à adopter le principe suivant : *« À chaque lynchage, [les opprimés] doivent riposter par dix ou vingt lynchages. »*

Williams ne connaissait ni Trotsky ni ce passage. Mais cette proposition, indépendamment de l'identité de son auteur, répondait à une nécessité profonde, dans un pays où les opprimés ont toujours été confrontés à la violence – et le sont toujours.

Robert Williams a écrit son livre alors qu'il vivait à Cuba. Il est revenu aux États-Unis en 1969, au moment où la vague de rébellions urbaines retombait et où la bourgeoisie

américaine avait plus ou moins décidé que, pour maintenir son système, la ségrégation légale devait disparaître. La bourgeoisie n'a certainement pas agi « à toute vitesse », comme le demandait la Cour suprême. Mais elle a agi. Williams lui-même se vit offrir une sorte de refuge ou, plus exactement, une forme d'assignation à résidence, dans le Michigan. Le procureur général du Michigan, suite à la rébellion de Détroit en 1967, fit arrêter Williams en vertu d'un mandat d'extradition, mais refusa ensuite de l'extrader vers la Caroline du Nord où il était accusé d'enlèvement. Cette accusation ne fut complètement abandonnée qu'en 1975. Williams est décédé au Michigan en 1996.

Judith Carpenter
Mai 2019



Robert F. Williams et sa femme Mabel à Pékin, durant leur exil.

Prologue

Pourquoi est-ce que je vous parle depuis l'exil ? Parce qu'une communauté noire du Sud a pris les armes contre la violence raciste et les a utilisées. Je suis tenu pour responsable de cette action : pour la première fois dans l'histoire, des Noirs américains se sont armés en tant que groupe pour défendre leurs foyers, leurs femmes, leurs enfants, dans une situation où la loi et l'ordre s'étaient effondrés et où les autorités ne pouvaient pas, ou plutôt ne voulaient pas faire leur devoir pour protéger des Américains d'une foule sans foi ni loi. J'assume cette responsabilité et j'en suis fier. J'affirme que les Noirs ont le droit de faire face à la violence du Ku Klux Klan par l'autodéfense armée, et j'ai agi en ce sens. Il a toujours été admis comme un droit des Américains, l'histoire de nos États de l'Ouest le prouve, que là où la loi est impuissante, ou refuse de garantir l'ordre, les citoyens peuvent, et doivent avoir recours à l'autodéfense contre la violence illégale. Je crois que ce droit est tout aussi valable pour les Américains noirs que pour les Américains blancs.

Beaucoup de gens se souviennent qu'à l'été 1957 le Ku Klux Klan a lancé un raid armé contre une communauté indienne dans le Sud et s'est trouvé face à des Indiens déterminés à se défendre avec des fusils. Toute la nation a approuvé cette action et il y a eu de grandes manifestations de joie après la défaite des membres du Klan, qui ont montré leur courage en détalant, malgré un armement supérieur. Ce que la nation ignore, parce que cela n'a jamais été raconté, c'est que la communauté noire de Monroe, en Caroline du Nord, avait montré l'exemple deux semaines plus tôt. Nous avions alors fait feu sur un convoi de véhicules armés du Ku Klux Klan, dont deux voitures de police, venu attaquer la maison du docteur Albert Perry, vice-président de la section de Monroe de la NAACP. La position prise par notre

section découlait de la réaffirmation officielle par la NAACP du droit à l'autodéfense. Comme le déclare le préambule de la résolution de la 50e convention de la NAACP, tenue à New York en juillet 1959 : « *Nous ne contestons pas, mais réaffirmons le droit à l'autodéfense individuelle et collective contre des attaques illégales.* »

Ma position ayant souvent été déformée, je veux qu'il soit clair que je ne prône pas la violence en soi, ou en vue de représailles contre les Blancs. Je ne suis pas non plus opposé à la résistance passive défendue par le révérend Martin Luther King et d'autres. Ma seule différence avec le docteur King est que je crois à la souplesse dans la lutte pour la liberté. C'est-à-dire que je crois à la tactique non-violente lorsqu'elle est possible ; le simple fait que j'aie un procès en cours devant la Cour suprême des États-Unis pour un sit-in le montre bien. La désobéissance civile de masse est une arme puissante dans des conditions civilisées, là où la loi garantit aux citoyens le droit de manifester pacifiquement. Dans une société civilisée, la loi sert à dissuader les forces illégales qui voudraient détruire le processus démocratique. Mais lorsque la loi est violée, le citoyen individuel a le droit de protéger sa personne, sa famille, son foyer et sa propriété. À mes yeux, c'est si simple et si juste que c'est l'évidence même.

Quand un peuple opprimé manifeste sa volonté de se défendre, l'ennemi, qui est une mauviette et un lâche sur le plan moral, est davantage disposé à accorder des concessions et à chercher un compromis honorable. Psychologiquement, d'ailleurs, les racistes se considèrent comme des êtres supérieurs et ils ne sont pas prêts à échanger leurs vies supérieures contre nos existences inférieures. Ils sont plus cruels et violents quand ils peuvent s'adonner à la violence en toute impunité. Cela, nous l'avons démontré à Monroe. Qui plus est, quand, en raison de notre autodéfense, il y a un risque que le sang des Blancs soit répandu, les autorités

locales dans le Sud font subitement respecter la loi et l'ordre, alors qu'auparavant elles étaient complaisantes envers la violence raciste sans foi ni loi. Cela aussi nous l'avons démontré à Monroe. Il est remarquable de constater avec quelle facilité et quelle célérité la police d'État et la police locale contrôlent et dispersent des foules hors la loi lorsque le Noir est prêt à se défendre avec des armes.

En outre, à cause de la situation internationale, le gouvernement fédéral ne veut pas d'incidents raciaux attirant l'attention du monde sur la situation dans le Sud. Or l'autodéfense noire attire cette attention, et le gouvernement fédéral sera davantage encouragé à faire respecter la loi et l'ordre, si les autorités locales ne le font pas. Quand notre peuple se transformera en combattants, nos leaders pourront s'asseoir à la table des négociations comme des égaux, sans dépendre du bon vouloir et de la générosité de nos oppresseurs. Les deux parties auront tout intérêt à négocier des accords justes, honorables et durables.

La majorité des Blancs aux États-Unis n'a littéralement aucune idée de la violence avec laquelle les Noirs du Sud sont traités quotidiennement, heure après heure. Cette violence est délibérée, consciente, tolérée par les autorités. Cela a duré des siècles et cela continue aujourd'hui, tous les jours, sans cesse et sans interruption. C'est notre mode de vie. L'existence des Noirs dans le Sud a été un long et douloureux supplice, baignant dans la terreur et dans le sang – notre sang. Les incidents de Monroe, dont j'ai été témoin et dont j'ai souffert, donneront une idée des conditions dans le Sud, conditions qui ne peuvent plus être supportées. Voici pourquoi, cent ans après le début de la guerre de Sécession, nous, les Noirs de Monroe, nous nous sommes armés pour l'autodéfense et avons utilisé nos armes. Nous avons démontré que notre tactique fonctionnait. Les autorités légales de Monroe et de la Caroline du Nord ont agi pour rétablir l'ordre seulement après, et en conséquence directe du fait

que nous étions armés. Auparavant, elles étaient de mèche avec le Ku Klux Klan dans la violence raciste contre notre peuple. L'autodéfense a évité le bain de sang et a forcé la loi à rétablir l'ordre. Telle est la signification de Monroe, et je crois que cela marque un changement historique dans la vie de mon peuple. Voici l'histoire de ce changement.

Chapitre 1er

L'autodéfense empêche un bain de sang

En juin 1961, la section de la NAACP de Monroe, en Caroline du Nord, a décidé d'organiser un piquet devant la piscine municipale. Cette piscine, construite avec les fonds de la WPA[5], était interdite aux Noirs, qui constituaient pourtant un quart de la population de la ville. En 1957, nous avions demandé non pas l'intégration, mais le droit d'utiliser la piscine un jour par semaine. Nous nous sommes heurtés à un refus et, pendant quatre ans, on nous a renvoyés à de vagues promesses qu'un jour une autre piscine serait construite. Entre-temps, deux jeunes enfants noirs se sont noyés en nageant dans des ruisseaux. C'est alors, en 1961, que la ville de Monroe a annoncé qu'elle disposait de fonds excédentaires. Mais pas de mention d'une piscine, ni de la moindre intention de construire une piscine. Alors nous avons décidé d'organiser des piquets. Nous les avons mis en place et la piscine a été fermée. Et quand la piscine a été fermée, les racistes ont décidé de traiter le problème dans le style sudiste traditionnel. Ils ont recouru à la violence, la violence illégale.

Nous tenions le piquet depuis deux jours quand nous avons commencé à prendre des pauses déjeuner dans une aire de pique-nique « réservée aux Blancs ». En face de l'aire de pique-nique, de l'autre côté d'un cours d'eau, un groupe de Blancs s'est mis à tirer au fusil et nous pouvions entendre les balles percuter les arbres au-dessus de nos têtes. Le chef de la police était en service à la piscine et j'ai fait appel à lui pour qu'il mette fin aux tirs dans l'aire de pique-nique. Le chef de la police a dit : « *Oh, mais je n'entends rien. Je*

5 WPA *(Works Projects Administration)* : agence fédérale créée par Franklin D. Roosevelt en 1935, pendant la période du New Deal. Elle finançait les grands travaux et les équipements sociaux.

n'entends rien du tout. » Ils ont continué à tirer toute la journée. Le jour suivant, ces types se sont approchés du piquet en tirant avec leurs pistolets, et nous avons continué à faire appel au chef de la police pour qu'il les empêche de tirer sur nous. Mais il répétait : *« Eh bien quoi, je n'entends rien. »*

La piscine restait fermée mais nous maintenions le blocage. Des foules de centaines de personnes venaient pour nous regarder et nous jeter des insultes aux piquets. Le risque d'un dérapage violent augmentait dans de telles proportions que nous avons envoyé un télégramme au ministère américain de la Justice, en lui demandant de protéger notre droit de tenir un piquet. Le ministère de la Justice nous a renvoyés au FBI local. Nous avons appelé le FBI local de Charlotte et ils ont dit que ce n'était pas une affaire concernant le ministère de la Justice américain, mais une affaire locale. Ils ont prétendu s'être informés auprès de notre chef de la police locale, qui leur avait assuré qu'il nous donnerait une ample protection. Ce même chef de la police qui restait sans réaction tandis que ces gens tiraient des coups de pistolet et de fusil au-dessus de nos têtes, ce même chef de la police qui, en 1957, avait placé deux voitures de police dans un cortège de voitures du Klan qui attaquait la communauté noire.

On essaie de me tuer

Vendredi 23 juin 1961, je suis allé en ville pour téléphoner encore une fois au ministère de la Justice. Sur place, j'ai embarqué un gars des piquets et on est repartis vers le barrage de la piscine, situé aux abords de la ville. Je descendais la Route 74 vers l'est, quand une grosse voiture (je conduisais une petite voiture anglaise, une Hillman), une berline De Soto de 1955 est arrivée derrière nous et a essayé de pousser ma voiture, plus légère, par-dessus l'accotement, du haut d'une falaise de près de 25 mètres de haut. J'ai déjoué sa manœuvre en accélérant et en me mettant devant lui. Alors il a percuté l'arrière de ma voiture et accroché le parechocs, et il a commencé à se déplacer en zigzag sur la route,

essayant de renverser ma petite voiture. Nos pare-chocs étaient accrochés et je n'ai pas utilisé le frein pour ne pas bloquer les roues avant.

Nous devions passer juste devant un poste de la police routière qui se trouvait dans une zone limitée à cinquante-cinq kilomètres heure. Au moment où nous sommes passés, l'autre voiture me poussait à cent dix kilomètres heure. J'ai commencé à klaxonner sans interruption, dans l'espoir d'attirer l'attention des patrouilleurs de la route. Il y avait trois policiers debout de l'autre côté de l'accotement, dans la cour du poste. Ils ont regardé l'homme qui me poussait en zigzags sur la route, puis ils ont levé les mains, se sont mis à rire et ont tourné le dos.

Il a continué à me pousser sur quatre cents mètres, jusqu'à une intersection de la grand-route au trafic dense. L'homme espérait me projeter au milieu du trafic mais, à une vingtaine de mètres de la grand-route, je suis finalement parvenu à me dégager de son pare-chocs et j'ai fait un virage brusque dans le fossé.

Ma voiture était abîmée. Le tambour de frein, les roues, et les suspensions étaient abîmés, et tout le coffre à l'arrière avait été enfoncé. Après l'avoir sortie du fossé, j'ai ramené la voiture à la piscine et l'ai montrée au chef de la police. Il s'est levé, a regardé la voiture et a éclaté de rire : « *Je ne vois rien. Je ne vois rien du tout.* » J'ai dit : « *Vous étiez ici quand je suis parti.* » Il a répondu : « *Moi, je ne vois toujours rien.* » Alors je lui ai dit que je voulais un mandat contre l'homme, que j'avais reconnu : c'était Bynum Griffin, le concessionnaire de Pontiac-Chevrolet à Monroe. Il m'a dit : « *Je ne peux pas émettre de mandat puisque je ne vois pas ce qu'il a bien pu faire.* » Mais un journaliste présent sur place a commencé à examiner ma voiture et, quand le chef de la police s'est rendu compte qu'un journaliste s'en mêlait, alors il a dit : « *Bon, venez au poste de police et je vous donnerai un mandat.* »

Quand je suis arrivé au poste de police, il a repris : *« Bon, vous avez juste un nom et un numéro d'immatriculation, je ne peux pas inculper un homme pour ça. Vous n'avez qu'à voir ça avec le substitut. »* Je suis allé voir le substitut, l'équivalent du procureur, et il m'a dit : *« Écoutez, tout ce que vous avez c'est un nom et un numéro sur un bout de papier. Je ne peux pas inculper un homme sur la base de ces éléments. »* Je lui ai certifié que j'avais reconnu l'homme et j'ai donné son nom. Il a dit : *« Attendez une minute. »* Il a passé un coup de fil et il a dit : *« Je viens de l'appeler, il affirme qu'il n'a pas fait ça. »* Je lui ai redit que j'avais reconnu cet homme et que j'avais le numéro d'immatriculation de la voiture qu'il avait utilisée. Finalement le substitut a dit : *« Bon, si vous insistez, je vais vous dire ce qu'il faut faire. Vous allez chez lui, vous le regardez et, si vous le reconnaissez, amenez-le ici et j'émettrai un mandat contre lui. »* Je protestai : la police était payée pour ça, ils étaient censés arrêter les criminels. En fin de compte, ils ont absolument refusé de me donner un mandat contre cet homme.

« Nom de Dieu, les Nègres ont des flingues ! »

Le piquet continuait. Le dimanche, pour aller à la piscine, nous devions passer par la même intersection (Route 74 et Route 601). Il y avait environ deux ou trois mille personnes alignées le long de la route. Deux ou trois policiers se tenaient au carrefour pour réguler le trafic, et deux policiers nous avaient suivis depuis chez moi. Un vieux stock-car sans vitres était garé à l'intersection, près d'un restaurant. Dès que nous nous sommes approchés, il a démarré en marche arrière aussi vite que possible. Le conducteur espérait nous percuter sur le côté et nous renverser. Mais j'ai brusquement tourné mon volant, la vieille bagnole a heurté l'avant de la mienne, et les deux véhicules sont tombés dans le fossé.

Alors la foule s'est mise à hurler. Ils disaient qu'un Nègre avait cogné un Blanc : ils parlaient de moi. Ils criaient :

« Tuez les Nègres ! Tuez les Nègres ! Arrosez les Nègres d'essence ! Brûlez les Nègres ! »

Nous étions encore dans la voiture. L'homme qui conduisait le stock-car en est sorti avec une batte de base-ball et s'est avancé vers nous : *« Eh, le Nègre, pourquoi tu m'as cogné ? »* Je ne lui ai rien répondu. Nous sommes juste restés assis à le regarder. Il s'est approché de la voiture, à portée de bras avec sa batte de base-ball, mais je ne disais toujours rien et nous ne faisions pas un geste dans la voiture. Ce qu'ils ne savaient pas, c'est que nous étions armés. Selon la loi de l'État de Caroline du Nord, il est légal d'emporter des armes dans son automobile, à condition que ces armes ne soient pas dissimulées.

J'avais deux pistolets et un fusil dans la voiture. Quand ce type a fait mine de lever sa batte de base-ball, j'ai mis un calibre 45 de l'armée à la fenêtre de la voiture et je l'ai pointé directement sur son visage, sans dire un mot. Il a regardé le pistolet et n'a rien dit. Il s'est éloigné de la voiture en reculant.

Quelqu'un dans la foule a tiré un coup de pistolet et les gens ont recommencé à crier de façon hystérique : *« Tuez les Nègres ! Tuez les Nègres ! Arrosez les Nègres d'essence ! »* La foule s'est mise à jeter des pierres sur le toit de ma voiture. Alors j'ai ouvert la portière, j'ai mis un pied à terre et me suis mis debout, une carabine italienne à la main.

Durant tout ce temps, trois policiers étaient restés à quinze mètres de nous, alors que nous attendions dans la voiture qu'ils viennent à notre secours. Quand ils ont vu que nous étions armés et que la foule ne pouvait pas se saisir de nous, deux des policiers ont accouru. L'un d'entre eux est venu vers moi, m'a attrapé par l'épaule et a dit : *« Donne ton arme ! Donne ton arme ! »* Je l'ai frappé au visage et écarté de la voiture, j'ai pointé ma carabine sur son visage et je lui ai dit qu'on ne se rendrait pas à la foule. Nous n'avions pas l'intention d'être lynchés. L'autre policier, qui avait couru de

l'autre côté de la voiture, a fait le geste de sortir son revolver de son étui. Il espérait me tirer dans le dos. Ils ne savaient pas que nous avions plusieurs armes. L'un des étudiants qui étaient avec moi (âgé de 17 ans) a pointé un calibre 45 sur le visage du policier et lui a dit que, s'il sortait son pistolet, il le tuerait. Le policier a remis son arme dans son étui, s'est éloigné de la voiture à reculons, et il est tombé dans le fossé.

Il y avait dans la foule un très vieil homme, un vieil homme blanc. Il a commencé à crier et pleurer comme un bébé. Il n'arrêtait pas de pleurer en répétant : « *Nom de Dieu, nom de Dieu, où va ce putain de pays ? Les Nègres ont des flingues, les Nègres sont armés, et la police ne peut même pas les arrêter !* » Il a continué à pleurer et quelqu'un l'a emmené dans la foule.

L'autodéfense force l'État à nous protéger

Steve Presson, un membre du conseil municipal de Monroe, est arrivé et a dit au chef de la police de dégager la route pour nous faire sortir de là. Le chef de la police a répondu au conseiller municipal : « *Mais ils ont des armes !* » Presson a dit : « *C'est bon, ouvrez la route et faites-les sortir d'ici !* » Ils ont dégagé la route et le conseiller municipal nous a fait passer. Sur près de cinq cents mètres, des gens étaient alignés des deux côtés de la route. Ils hurlaient : « *Tuez les Nègres ! Tuez les Nègres ! Nous n'aurons pas d'intégration ici ! Nous n'irons pas nager avec des Nègres !* »

Le temps d'arriver à la piscine, les autres étudiants qui avaient continué leur route avaient déjà commencé le piquet. Trois ou quatre mille Blancs se pressaient autour de la piscine. Toutes les autorités de la ville étaient là, y compris le maire de Monroe. Ils portaient des lunettes noires et ils se tenaient au milieu de la foule, qui continuait à hurler. Puis le chef de la police s'est avancé vers moi et m'a dit : « *Rends ton arme.* » Je lui ai dit que je ne rendrais aucune arme, que les armes à feu étaient légales et que la foule était dangereuse ; s'il voulait ces armes, il pourrait venir les récupérer

chez moi quand je serais sorti de là. Alors il a dit : « *Écoute, si tu blesses n'importe lequel de ces Blancs, nom de Dieu, je te tue !* » Je ne sais pas ce qui lui faisait croire que je le laisserais vivre assez longtemps pour me tirer dessus. Il répétait : « *Rends ton arme !* » pendant que les Blancs continuaient à hurler.

Le conseiller municipal est réapparu, et il a dit que la tension était grave et qu'il y avait un risque que quelqu'un soit blessé. Il reconnaissait que j'avais le droit de tenir un piquet et il m'a dit que, si je voulais rentrer chez moi, il ferait en sorte que je sois escorté. Je lui ai demandé qui allait nous escorter jusqu'à la maison. Il a répondu : « *La police.* » Je lui ai dit alors que je pouvais aussi bien partir avec le Ku Klux Klan ! Et j'ai ajouté que je ne partirais avec la police qu'à une condition. Il a demandé laquelle. Je lui ai dit que je ferais sortir un des étudiants de ma voiture et qu'à la place je leur ferais mettre un policier ; alors seulement je pourrais être sûr qu'ils nous protégeraient. Mais les policiers ont dit qu'ils ne pouvaient pas faire ça. Ils ne pouvaient pas, parce qu'ils savaient que ce policier serait blessé s'ils se joignaient à la foule.

Les autorités ne cessaient de répéter à quel point la foule devenait incontrôlable ; quelqu'un allait finir par être blessé. Je leur ai dit que je ne partirais pas avant qu'ils dégagent la route. Je leur ai dit aussi que, si nécessaire, nous resterions sur place. Finalement ils m'ont demandé ce que je suggérais de faire et j'ai proposé qu'ils contactent la police de l'État. Alors ils ont contacté la police de l'État. Un vieux caporal et un jeune homme sont arrivés, seulement deux agents de la police de l'État. Il y avait trois ou quatre mille personnes dehors et la ville avait sur place vingt et un policiers, qui prétendaient qu'ils ne pouvaient pas maintenir l'ordre.

Le vieux a commencé à jurer, disant aux gens de reculer, de se disperser et de dégager de là. Et il a commencé à faire tournoyer sa matraque. Une partie de la foule s'est mise à

l'injurier et il s'est exclamé : *« Nom de Dieu, je vous le dis pour de bon : dégagez ! »* Ils ont compris le message et, d'un seul coup, la foule s'est séparée et dispersée. Les autorités et les policiers de l'État savaient que, s'ils laissaient la foule nous attaquer, beaucoup de gens seraient tués, et que parmi eux il y aurait des Blancs.

Deux voitures de police nous ont escortés, une devant et une derrière. C'était la première fois que cela arrivait. Quelques Blancs se sont mis à crier : *« Regardez, ils protègent les Nègres ! Regardez comment ils font sortir les Nègres d'ici ! »*

Par suite de notre attitude et de notre volonté de combattre, l'État de Caroline du Nord a fait respecter la loi et l'ordre. Deux policiers d'État ont fait le boulot et personne n'a été blessé, dans une situation où, en temps normal (dans le Sud), beaucoup de sang noir aurait coulé. La ville a fermé la piscine pour le reste de l'année et nous avons retiré notre piquet.

Ce n'était pas la fin de l'histoire de notre lutte à Monroe en 1961. Par un caprice du destin, l'épisode suivant impliqua les Freedom Riders[6] et leur politique de résistance passive. Le contraste entre les résultats de leur politique et ceux de notre politique d'autodéfense est une spectaculaire leçon de choses pour tous les Noirs. Mais, avant de poursuivre sur ce sujet, je dois décrire comment notre politique d'autodéfense s'est développée et comment la communauté noire de Monroe en est venue à soutenir ma conclusion que nous devions « répondre à la violence par la violence ».

L'histoire a commencé en 1955 quand, en tant qu'ancien combattant du corps des Marines américains, je suis revenu dans ma ville natale de Monroe et que j'ai rejoint la section locale de la NAACP.

6 *Freedom Riders* (Voyageurs de la liberté) : mouvement en faveur des droits civiques débutant en 1961, où des militants blancs et noirs prenaient des bus ensemble pour protester contre la ségrégation dans les transports dans les États du Sud.

Chapitre 2
Une section de la NAACP renaît au militantisme

Ma ville natale est Monroe, Caroline du Nord. Elle a une population de 11 000 personnes, dont environ un quart de Noirs. C'est le chef-lieu d'un comté (Union County) et elle se trouve à vingt-deux kilomètres de la frontière de la Caroline du Sud. Sa mentalité est plus proche de celui de la Caroline du Sud que de l'atmosphère libérale de Chapel Hill, que les gens ont tendance à identifier à la Caroline du Nord. Il n'y a pas de syndicats dans notre comté et le quartier général du Ku Klux Klan pour la région du sud-est se trouve à Monroe.

Il y avait aussi, à l'époque de mon retour de chez les Marines, une petite section de la NAACP qui dépérissait. La NAACP d'Union County était une section typique du Sud, petite, pas très active, dirigée et en grande partie composée par la couche supérieure de la communauté noire – professions libérales, hommes d'affaires et cols blancs.

Avant la décision de déségrégation de la Cour suprême en 1954, la NAACP n'était pas une cible privilégiée pour les ségrégationnistes[7]. Dans beaucoup de localités du Sud, y compris à Monroe, les racistes n'étaient pas particulièrement préoccupés par les petites sections locales. Mais la décision de la Cour suprême a changé radicalement cette attitude désinvolte. Le Ku Klux Klan et les Conseils de citoyens blancs (White Citizens Councils) se sont donné pour tâche de localiser toute section de la NAACP dans leur voisinage et de trouver qui étaient ses cadres et ses membres[8]. Des menaces de violence et de sanctions économiques étaient

7 En 1954, le jugement dit *Brown versus Board of Education of Topeka* avait déclaré anticonstitutionnelle la ségrégation dans les écoles primaires publiques.

8 *White Citizens Councils :* Conseils des citoyens blancs. Un réseau de suprémacistes blancs du Sud des États-Unis.

exercées pour que les gens retirent leur adhésion. Les sections, déjà petites, ont rapidement décliné.

Un ancien combattant rentre chez lui

Quand j'ai quitté le corps des Marines, je savais que je voulais rentrer chez moi et rejoindre la NAACP. Dans les Marines, j'avais ressenti la discrimination et j'avais eu quelques altercations qui m'avaient conduit au poste de garde. Quand j'ai rejoint la section locale de la NAACP, le nombre de ses adhérents était en baisse et, quand il est tombé à six, les dirigeants ont proposé de la dissoudre. Quand j'ai protesté, on m'a élu président et ils ont démissionné, sauf le docteur Albert E. Perry. Le docteur Perry était un nouveau venu qui s'était installé à Monroe et s'était constitué une très belle clientèle. Il devint notre vice-président. J'ai essayé de faire revenir d'anciens membres, sans succès, et finalement je me suis rendu compte que je devrais travailler sans la couche sociale dirigeante de la communauté.

À ce moment-là j'étais inexpérimenté. Avant de rentrer dans les Marines, j'avais quitté Monroe pour un temps, j'avais travaillé dans une usine d'aviation dans le New Jersey et dans une usine automobile à Detroit. Sans m'en rendre compte, j'avais acquis quelques notions d'organisation au travers des activités qui se déroulaient autour de moi, mais je n'avais jamais milité dans un syndicat de base et je manquais d'expérience organisationnelle. Mais je suis quelqu'un d'actif et je ne pouvais supporter d'abandonner quelque chose d'aussi important que la NAACP.

Alors, un jour, je suis entré dans une salle de billard de la ville fréquentée par des Noirs, j'ai interrompu la partie en posant sur la table de la littérature de la NAACP et j'ai fait un topo. J'ai recruté la moitié des présents. Cela a donné à notre section un nouveau départ. Nous avons commencé une tournée de recrutement parmi les travailleurs, les fermiers, les travailleurs domestiques, les chômeurs et tous les Noirs du coin sans distinction. À la fin nous nous sommes

retrouvés avec une section unique dans toute la NAACP, du fait de sa composition ouvrière et de sa direction qui n'était pas petite-bourgeoise. Plus important encore, nous avions une forte représentation d'anciens combattants rentrant chez eux, très militants et qui ne se laissaient pas facilement effrayer. Nous avons commencé à Monroe et dans Union County une lutte pour l'intégration dans les établissements publics, et nous avons reçu le soutien d'un groupe de Blancs unitariens. En 1957, sans la moindre friction, nous avons obtenu l'intégration dans la bibliothèque publique. Nous avons été choqués par le fait que, dans d'autres États du Sud, en particulier en Virginie, les Noirs rencontraient tant de violence quand ils essayaient d'intégrer les bibliothèques.

Nous avons agi pour obtenir de meilleurs droits pour les Noirs : des droits économiques, le droit à l'éducation et le droit à une protection égale devant la loi. Nous avons rapidement acquis la réputation d'être la section la plus militante de la NAACP. Évidemment, nous ne pouvions pas gagner cette réputation sans affronter les racistes qui essaient d'empêcher les Afro-Américains de jouir de leurs droits humains inaliénables en tant qu'Américains. Nous avons notamment provoqué la colère du Ku Klux Klan, et une épreuve de force s'est engagée à propos de l'intégration de la piscine.

Le Ku Klux Klan entre en action

Comme je l'ai expliqué au chapitre précédent, la piscine avait été construite avec des fonds fédéraux dans le cadre du WPA, et elle était subventionnée par des taxes municipales. Et pourtant les Noirs ne pouvaient pas l'utiliser. Ni le gouvernement fédéral ni les autorités locales n'avaient fourni d'infrastructures pour que les Noirs pratiquent la natation. Pendant des années, plusieurs de nos enfants s'étaient noyés en nageant dans des trous d'eau sans aucune surveillance. Quand nous avons perdu un enfant de plus, en 1956, nous avons entamé une tournée pour obtenir des équipements de natation pour les Noirs, surtout pour nos enfants.

Nous avons d'abord demandé aux autorités municipales de construire une piscine pour la communauté noire. Ç'aurait été une piscine ségréguée, mais nous l'avons demandé parce que nous voulions simplement des installations sécurisées pour les enfants. Les autorités municipales ont dit qu'elles ne pouvaient satisfaire cette requête, que ce serait trop coûteux et qu'elles n'avaient pas d'argent. Alors, dans un geste de compromis, nous leur avons demandé de choisir un ou deux jours par semaine où la piscine ségréguée serait réservée aux enfants noirs. Ils ont dit que cela aussi coûterait trop cher. Pourquoi ? Parce que, d'après eux, chaque fois que des gens de couleur utiliseraient la piscine, ils seraient obligés de la vider et de la remplir à nouveau.

Ils ont dit qu'ils construiraient une piscine pour nous un jour ou l'autre, quand ils auraient des fonds disponibles. Nous leur avons demandé dans quel délai nous pouvions l'espérer. Un an ? Ils ont dit : Non. Cinq ans ? Non, ils ne pouvaient pas en être sûrs. Dix ans ? Ils ne pouvaient l'assurer non plus. Finalement, nous avons demandé si nous pouvions l'espérer d'ici quinze ans et ils ont répondu qu'ils ne pouvaient nous faire aucune promesse formelle.

Il y avait un prêtre catholique blanc dans la communauté, qui possédait un break. Il emmenait les jeunes de couleur à Charlotte, Caroline du Nord, à quarante kilomètres, pour qu'ils puissent nager là-bas dans une piscine pour les Noirs. Des élus municipaux de Charlotte ont vu ce prêtre nager dans la piscine pour Noirs et ont voulu savoir qui il était. Le surveillant noir a expliqué que c'était un prêtre. Les élus ont répondu qu'ils se fichaient de savoir s'il était prêtre ou non, qu'il était blanc et qu'ils appliquaient la ségrégation des races à Charlotte. Alors ils ont exclu le prêtre de la piscine pour gens de couleur.

Une fois encore, les enfants n'avaient plus aucun endroit sûr où nager – alors nous avons décidé d'entreprendre une action légale contre la piscine de Monroe.

D'abord, nous avons entamé une campagne de piquets de courte durée. Nous restions debout pendant quelques minutes et demandions à être reçus, mais nous n'étions jamais reçus. Pendant que nous faisions le travail préparatoire en vue de possibles procédures judiciaires, le Ku Klux Klan est apparu au grand jour. La presse a commencé à publier des articles sur ses activités. Au début, on signalait que quelques centaines de personnes s'étaient réunies en plein air pour les rassemblements du Klan. Puis les chiffres sont montés à 3 000, 4 000, 5 000. Et finalement le *Monroe Enquirer* a estimé que 7 500 membres du Klan s'étaient réunis dans un champ pour discuter de la manière de s'occuper des intégrationnistes, décrits par le Klan comme « l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur d'inspiration communiste ». Ils ont lancé une campagne, dirigée en premier lieu contre le docteur Albert E. Perry, notre vice-président, et moi-même, pour se débarrasser de nous, pour nous chasser de la localité.

Le Klan a commencé à faire circuler une pétition. Pour recueillir des signatures, ils ont installé une table dans le square du tribunal du comté à Monroe. La pétition disait qu'il fallait nous exclure d'Union County, le docteur Perry et moi, parce que nous étions membres et responsables de la NAACP communiste. Le Klan a revendiqué 3 000 signatures la première semaine. La semaine suivante, ils en ont revendiqué 3 000 de plus. Leur action n'avait aucun fondement légal, mais ils espéraient nous faire peur avec ces chiffres, pour qu'on quitte la ville. Dans l'histoire du Sud, par le passé, il suffisait qu'un Noir apprenne qu'un certain nombre de personnes voulaient se débarrasser de lui pour qu'il parte de lui-même. Il faut se rappeler que, dans cette localité où la presse estimait à 7 500 les partisans du Klan, la population de la ville ne comptait qu'environ 12 000 personnes. En fait, beaucoup des membres du Klan venaient

de Caroline du Sud, Monroe étant située à seulement vingt-deux kilomètres de la limite de l'État.

Quand ils ont compris que cela ne nous intimiderait pas, ils ont décidé de passer à l'action directe. Après leurs rassemblements, ils traverseraient notre quartier en convoi de voitures, klaxonneraient et tireraient des coups de feu par les portières. Une fois, ils ont coincé une femme de couleur dans un coin de rue isolé et l'ont fait danser sous la menace de leurs pistolets.

Face à cette explosion de violence contre notre communauté noire, un groupe de pasteurs pacifistes est allé voir les autorités de la ville et leur a demandé d'interdire au Klan de former ces convois de voitures pour parader à travers Monroe. Les autorités du comté et de la ville ont rejeté leur demande au motif que le Klan était une organisation légale, qui avait le droit constitutionnel de s'organiser autant que la NAACP.

L'autodéfense est née de notre détresse

Puisque les autorités municipales ne voulaient pas arrêter le Klan, nous avons décidé de l'arrêter nous-mêmes. Nous avons lancé cette action parce que nous avions besoin de nous défendre, puisque la loi et l'ordre avaient totalement disparu, puisqu'à Monroe, Caroline du Nord, il n'existait rien qui ressemble au 14e amendement de la Constitution des États-Unis[9]. Les autorités locales refusaient de restaurer la loi et l'ordre et, quand nous nous sommes tournés vers les autorités fédérales et les autorités de l'État pour faire appliquer la loi et l'ordre, elles ont soit refusé, soit ignoré nos appels.

9 Le 14e amendement, ratifié en 1868, visait à protéger le droit des anciens esclaves, en particulier dans le Sud. Il garantit la citoyenneté à toute personne née aux États-Unis, tout en affirmant la nécessité de garantir protection à tous ceux qui se trouvent sur son territoire.

Luther Hodges, qui est aujourd'hui ministre du Commerce, était à l'époque gouverneur de Caroline du Nord. Nous avons d'abord fait appel à lui. Il a pris parti pour le Klan : ils n'avaient enfreint aucune loi, ils ne provoquaient pas de désordre, disait-il. Alors nous avons fait appel au président Eisenhower, mais nous n'avons jamais reçu de réponse à nos télégrammes. Il n'y a eu absolument aucune réponse de Washington.

Alors nous avons commencé à nous armer. J'ai écrit à la NRA[10], qui encourage les anciens combattants à se tenir en forme pour défendre leur patrie, et j'ai demandé un statut de membre, que nous avons obtenu. En un an nous avions soixante adhérents. Nous avons aussi acheté quelques armes dans des magasins et, plus tard, une église du Nord a récolté des fonds et nous a procuré de meilleurs fusils. Le Klan a découvert que nous nous armions et protégions notre communauté. À l'été 1957, ils ont tenté un grand coup pour nous stopper. Un convoi de voitures armé a attaqué la maison du docteur Perry, située à la lisière du quartier des gens de couleur. Nous avon s échangé des coups de feu avec le Klan, avons repoussé leur attaque et le Klan n'a plus eu assez de cran pour ce genre de combat. Ils ont cessé les raids sur notre quartier. Après cet affrontement, ces mêmes autorités municipales qui avaient affirmé que le Klan avait le droit constitutionnel de s'organiser se sont réunies en urgence et ont fait passer une ordonnance interdisant la présence du Klan à Monroe sans autorisation spéciale du chef de la police.

À l'époque de notre heurt avec le Klan, seuls trois organes de presse noirs – l'*Afro-American,* le *Norfolk Journal and Guide* et *Jet-Magazine* – ont fait un reportage sur le conflit. *Jet* a pris quelques photos de notre milice d'autodéfense. Notre combat a eu lieu deux semaines avant le

10 NRA *(National Rifle Association)* : Association nationale des armes à feu, fondée en 1871.

fameux affrontement entre les Indiens et le Klan. Nous avions chassé le Klan hors de notre comté, vers le territoire indien. La presse nationale a gonflé le conflit entre les Indiens et le Klan, parce qu'elle a jugé qu'il ne représentait pas une grande menace – les Indiens sont une toute petite minorité et les gens pouvaient rire de l'incident comme d'une farce sentimentale – mais personne ne voulait que les Noirs aient l'impression que c'était une façon admissible de traiter le Klan. Alors la presse blanche a maintenu un black-out total sur le conflit de Monroe.

Ayant compris qu'il n'arriverait pas à ses fins par la violence, le Klan a commencé à faire appel aux tribunaux racistes. Le docteur Perry, notre vice-président, a été inculpé sur la base d'une fausse accusation d'avortement. Perry est un médecin catholique, et un médecin qui avait dirigé le service médical du comté a parcouru plus de soixante kilomètres pour témoigner en sa faveur, déclarant que, lorsqu'il travaillait à l'hôpital, le docteur Perry avait refusé de remplir des autorisations de stérilisation pour le service d'aide sociale du comté, au motif que c'était contraire à ses convictions religieuses. Mais il a été déclaré coupable, condamné à cinq ans de prison et à la perte de son droit d'exercer la médecine.

L'affaire du baiser

En octobre 1958, deux garçons de couleur du coin, David Simpson, âgé de 7 ans, et Hanover Thomson, âgé de 9 ans, ont été arrêtés sous l'accusation de viol, punissable de mort en Caroline du Nord.

Ce fut la fameuse « affaire du baiser ». Ce qui s'est passé c'est que David et Hanover sont allés une après-midi jouer aux cow-boys et aux Indiens avec quelques enfants blancs. Au bout d'un moment, les filles blanches du groupe ont proposé de jouer « à la maison ». L'une des petites filles blanches, Sissy Sutton, s'est assise sur les genoux d'Hanover et a soudain reconnu Hanover comme son ancien compagnon de

jeu. La mère d'Hanover travaillait pour la mère de Sissy et, jusqu'à ce qu'Hanover atteigne l'âge d'aller à l'école, sa mère l'amenait avec elle quand elle allait travailler à la maison des Sutton.

Quand cette petite fille s'est rendu compte qu'Hanover était son ancien compagnon de jeu, elle l'a embrassé sur la joue. Plus tard dans l'après-midi, elle a couru chez elle pour dire à sa mère qu'elle avait vu Hanover et qu'elle était si contente de l'avoir revu qu'elle l'avait embrassé.

En apprenant cela, la mère de Sissy est devenue hystérique et a appelé la police. Avant même d'être rentrés chez eux, les deux garçons ont été arrêtés et jetés dans la prison du comté. Si quelqu'un est arrêté pour viol en Caroline du Nord, il n'est pas autorisé à voir qui que ce soit tout le temps que la police mène l'enquête. Du coup, la police n'a pas averti les parents des garçons.

Quelques jours plus tard, quand nous avons enfin découvert ce qui s'était passé et où se trouvaient les deux garçons disparus, nous avons cherché de l'aide. Mais le bureau national de la NAACP ne voulait rien avoir à faire dans l'histoire parce que c'était « une affaire de sexe ». Une petite fille blanche de sept ans avait embrassé sur la joue un garçon noir de neuf ans, et le bureau national ne voulait en aucun cas être impliqué là-dedans.

Les enfants ont été envoyés en maison de correction peu de temps après leur arrestation. J'ai appelé un avocat des droits civiques, Conrad Lynn, et il est descendu de New York. Tout d'abord, il est allé parler au juge Hampton Price, qui avait prononcé la sentence.

Le juge a dit à Lynn qu'il avait procédé à des auditions « *séparées mais impartiales* ». Lynn lui a demandé ce qu'il entendait par « auditions séparées mais impartiales ». Le juge a raconté que, le matin du procès, il avait appelé M^me^ Sutton et sa fille. M^me^ Sutton avait fait une déclaration et on les avait renvoyées chez elles. Puis, dans l'après-midi, le juge avait

convoqué les deux mères noires et on avait amené leurs fils. « *Alors,* a dit le juge à Lynn, *je leur ai rapporté ce que M^me^ Sutton m'avait dit et ensuite, puisqu'ils étaient coupables, je les ai envoyés pour quatorze ans en maison de correction.* »

Le bureau national de la NAACP n'intervenait toujours pas dans l'histoire, mais un journaliste anglais, un ami de Lynn, a visité la maison de correction et a pris en cachette une photo des garçons, qui a paru avec un article à la une du *London News Chronicle* du 15 décembre 1958. Alors toute l'Europe a eu vent de l'affaire et il y a eu des manifestations de protestation à Londres, Rotterdam, Rome et Paris. C'est seulement à ce moment-là que beaucoup de journaux américains ont commencé à exprimer leur « intérêt » pour « l'affaire du baiser ».

Fin décembre 1958, le docteur Perry, Conrad Lynn et moi-même avons été appelés à New York par Roy Wilkins[11]. Il m'a offert un travail à Detroit à condition que je quitte Monroe. J'ai catégoriquement refusé son offre.

À ce moment, la pression montait tellement, à l'étranger et même aux États-Unis, que le bureau national de la NAACP s'est engagé dans l'affaire – cette affaire qui comportait jusqu'alors de si effroyables implications sexuelles ! Fin janvier, il y a eu une nouvelle audition, mais les enfants ont été renvoyés à la maison de correction. Entre-temps la pression augmentait au niveau mondial. Pour exemple cette pétition, signée par 15 000 étudiants et professeurs d'une université de Rotterdam, en Hollande, qui porte le nom de Franklin Delano Roosevelt. La pétition exigeait la libération des enfants et avait été envoyée à M^me^ Roosevelt.

Quelqu'un en a parlé, finalement, au président Eisenhower, qui finalement en a parlé à notre gouverneur de l'époque, Hodges, et le 13 février 1959 les enfants ont été libérés.

11 Roy Wilkins (1901-1981) était depuis 1955 le principal dirigeant de la NAACP et resta à sa tête jusqu'en 1977.

« Nous répondrons à la violence par la violence »

En 1959, M^me^ Georgia White, une mère noire de cinq enfants qui travaillait comme femme de chambre dans un hôtel de Monroe, a reçu d'un client blanc un coup de pied qui lui a fait dévaler une volée d'escalier jusque dans le hall de l'hôtel. Il a déclaré qu'il avait fait tomber M^me^ White d'un coup de pied dans l'escalier parce qu'elle faisait trop de bruit en travaillant dans le couloir et avait perturbé son sommeil. Quand nous avons demandé son inculpation, le chef de la police, A. A. Mauney, a d'abord rejeté notre requête. Finalement, quand nous avons menacé d'engager une procédure judiciaire en faisant intervenir des avocats de la NAACP, il a cédé et placé l'homme sous caution de 75 dollars. Bien que par la suite cet inculpé blanc ne se soit pas présenté à la barre pour son procès, il n'a pas été condamné.

Ce jour-là, il y avait une autre femme de couleur au tribunal, M^me^ Mary Ruth Reid. M^me^ Reid était enceinte de huit mois. Elle avait été victime d'une tentative de rapt de la part d'un Blanc qui était venu dans sa maison, l'avait chassée de chez elle et puis l'avait battue. Lorsqu'elle avait tenté de lui échapper dans la grand-rue, il l'avait rattrapée et jetée à terre en la frappant. Le fils de M^me^ Reid, âgé de 6 ans, courait à côté et, quand le ravisseur blanc a frappé sa mère, le garçon a ramassé un bâton et commencé à frapper l'homme sur la tête, pendant que sa mère s'échappait. Elle est allée chez une voisine, qui a appelé la police et lui a porté secours. La voisine était une femme blanche et, le jour même, elle est allée au tribunal avec M^me^ Reid. Elle vint témoigner qu'elle avait vu le prévenu poursuivre M^me^ Reid, et que M^me^ Reid était arrivée chez elle dans un état d'agitation extrême, sans chaussures et les vêtements arrachés. Ce témoignage a demandé un courage remarquable de la part de la voisine blanche de M^me^ Reid.

Pendant le procès, l'avocat de la défense s'est arrangé pour faire asseoir l'épouse du prévenu à ses côtés, comme si

elle était elle aussi impliquée dans cette affaire. Il s'est alors adressé au jury : « *Monsieur le juge, votre Honneur, Mesdames et Messieurs du jury, vous voyez cet homme. Voici son épouse. Cette femme, cette femme blanche est la pure fleur de la vie. Elle est l'une des adorables créatures de Dieu, une fleur pure. Et croyez-vous que cet homme aurait laissé cette fleur pure pour ça ?* » Et il fit en sorte qu'on aurait cru que c'était en réalité la femme de couleur qui était l'accusée. Puis l'avocat a conclu : « *Il s'agit uniquement de savoir si, oui ou non, vous allez croire cette femme plutôt que cet homme blanc. Monsieur le juge, votre Honneur, cet homme n'est coupable d'aucun crime. Il a simplement bu et a un peu plaisanté.* » L'homme a été acquitté.

M^me^ Reid avait plusieurs frères qui avaient voulu tuer son agresseur blanc avant le début du procès. Mais je les avais persuadés de ne rien faire. J'avais dit que cette affaire serait menée de façon légale, que nous prendrions un avocat – ce que nous avons fait. Nous avons engagé un avocat qui a fait le déplacement depuis New York. Il n'a même pas été autorisé à prendre la parole au tribunal. Je me retrouvais responsable du fait que le ravisseur présumé n'avait pas été puni.

Le tribunal était rempli de femmes de couleur. Quand l'homme a été acquitté, elles se sont tournées vers moi : « *Tu vas faire quoi, maintenant ? Tu nous as mises en danger. Maintenant ces gens-là savent qu'ils peuvent nous faire ce qu'ils veulent et qu'ils ne risquent pas d'être punis par la loi. Ça veut dire que nous sommes à leur merci et c'est toi le responsable. Alors, qu'est-ce que tu as à nous dire ?* » Je leur ai dit que, dans une société civilisée, la loi est un moyen de dissuasion contre les puissants qui voudraient profiter des faibles, mais que le Sud n'est pas une société civilisée ; le Sud est une jungle sociale. Alors, dans des cas comme celui-ci, nous devons revenir à la loi de la jungle ; nous devons créer notre propre force de dissuasion. J'ai dit qu'à l'avenir nous défendrions nos femmes et nos enfants, nos maisons et

nous-mêmes avec nos armes. Que nous répondrions à la violence par la violence.

Ma déclaration a été reproduite à travers tous les États-Unis. Voici ce que je déclarais : « *La démonstration qui a été faite aujourd'hui, c'est que le Noir du Sud ne peut pas espérer obtenir justice devant les tribunaux. Il doit condamner ses agresseurs sur-le-champ. Il doit répondre à la violence par la violence, au lynchage par le lynchage.* »

Le jour suivant, dans une interview du *Carolina Times*, j'ai à nouveau pointé du doigt le manque de protection de la part des tribunaux. J'ai dit : « *Ces décisions de justice ouvrent la voie à la violence. Je ne veux cependant pas dire par là que les Noirs devraient sortir de chez eux et essayer de prendre leur revanche contre les mauvais traitements ou les injustices.* » J'ai fait à nouveau cette déclaration sur une station de radio de Cincinnati. Plus tard dans la soirée, dans une interview télévisée à Charlotte, j'ai de nouveau clairement précisé que je parlais d'autodéfense quand les tribunaux ne nous permettaient pas de nous protéger.

Ce principe est d'une évidence telle que je n'ai pas compris l'onde de choc que ma déclaration a déclenchée, ni pourquoi elle faisait l'objet d'une telle publicité à l'échelle du pays. Deux ans plus tôt, quand nous avions tiré sur le Ku Klux Klan pour nous défendre, pas un seul journal blanc en Amérique n'avait rapporté l'incident. Nous avertissions seulement que nous étions prêts à recommencer, que l'autodéfense des Noirs allait se poursuivre à Monroe. À l'époque j'avais l'impression que nous ne faisions rien de nouveau. Je me rends maintenant compte que nous établissions un principe, né de notre expérience, qui pourrait et devrait servir d'exemple à d'autres.

En regardant en arrière, il est clair que les racistes ont fait une grosse erreur en publiant notre position. Même si cela nous a causé beaucoup de souffrance, à ma famille et moi-même, le résultat a été d'imposer un débat sur la question.

Cela a aussi secoué considérablement la NAACP, la faisant sortir de ses attitudes timorées et la forçant à réaffirmer officiellement le droit des Noirs à l'autodéfense contre la violence raciste.



Robert et Mabel Williams, à Dar es Salaam en Tanzanie, en 1968, durant leur exil.

Chapitre 3

La lutte pour le militantisme au sein de la NAACP

Jusqu'à ce que ma déclaration touche les journaux nationaux, le bureau national de la NAACP ne nous avait accordé que peu d'attention. Nous avions reçu peu d'aide de leur part au cours de nos luttes, au moment où nous en avions besoin. Cette fois ils n'ont pas perdu de temps. Dès le lendemain matin, j'ai reçu un appel longue distance du bureau national, qui voulait savoir si j'avais été cité correctement. Je leur ai dit que oui. Ils ont dit que la NAACP n'était pas une organisation violente. J'ai expliqué que je savais que ce n'était pas une organisation violente. Ils ont dit que j'avais fait des déclarations violentes. J'ai répliqué avoir fait ces déclarations en tant que Robert Williams, pas en tant qu'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur. D'après eux, étant un représentant officiel de l'organisation, tout ce que je disais pouvait être considéré comme étant la politique de la NAACP, nous étions trop proches. Je leur ai demandé pourquoi, puisque nous étions si proches, ils n'étaient jamais venus à mon secours pendant tout le temps où j'étais resté au chômage, victime de la pression économique du Klan ; alors que, considéré comme personne à risque, tous mes contrats d'assurance avaient été annulés. Je leur ai demandé pourquoi ils n'avaient pas tenu compte de notre proximité à ce moment-là.

Suspension, falsification et réélection

Dans les heures qui ont suivi, Roy Wilkins de la NAACP m'a suspendu de mes fonctions. Je n'en ai pas été informé par le bureau national. J'en ai d'abord entendu parler quand les stations de radio sudistes ont annoncé, puis répété toutes les trente minutes, que la NAACP m'avait suspendu pour avoir prôné la violence, parce que ce n'était pas un moyen pour

résoudre le problème racial, et que la NAACP était opposée aux Noirs utilisant la violence comme moyen d'autodéfense.

Notre NAACP d'Union County était l'une des rares sections interraciales du Sud. Nous avions quelques adhérents pacifistes blancs et, quand j'ai été suspendu, ils ont envoyé un télégramme au bureau national pour préciser que, bien que Blancs du Sud et pacifistes, ils protestaient contre ma suspension, au motif qu'ils comprenaient les problèmes de la communauté, ce qui n'était pas le cas du bureau national. Ce télégramme n'a jamais été rendu public par la NAACP. Et pas un seul journal n'a publié le fait que notre section était interraciale, et que même des Blancs pacifistes du Sud soutenaient ma position.

Néanmoins, tout cela a abouti à un débat national. Nous avons découvert qu'il n'y avait pas de disposition dans les statuts de la NAACP justifiant ou autorisant l'action hypocrite de Roy Wilkins. J'ai exigé une sorte d'audience. Wilkins a renvoyé l'affaire au paternaliste comité des sections de la NAACP, et le 3 juin 1959, à New York City, ils ont tenu ce qui s'est avéré une sorte de procès, où je me défendais contre la suspension. Le comité a statué que je devais être suspendu pour une durée de six mois, après laquelle je serai automatiquement réintégré.

Je n'ai pas cherché à faire davantage contre cette suspension ; il y avait une affaire plus importante à traiter. À la suite du procès, j'étais plus que jamais convaincu que l'un de nos besoins les plus grands, les plus immédiats, c'était une meilleure communication entre les gens de notre race. La lutte réelle des Afro-Américains était à peine un réseau disjoint de poches de résistance, et le plus honteux là-dedans c'était que les Noirs s'en remettaient aux reportages inexacts des Blancs comme source d'information sur ces luttes isolées. Je suis rentré chez moi et j'ai concentré tous mes efforts pour mettre au point un bulletin d'information qui pourrait, en termes précis et sans équivoque, informer

à la fois les Noirs et les Blancs sur les luttes de libération des Afro-Américains aux États-Unis, et en particulier sur la lutte que nous menions constamment à Monroe. Le premier numéro de *The Crusader* est sorti de la machine à ronéotyper le 26 juin 1959.

Puis, au dernier moment, j'ai décidé de faire appel de la décision du comité devant la 50e convention nationale de la NAACP, qui se réunissait à New York en juillet. Le bureau national a jugé nécessaire de publier pour la convention une brochure spéciale contre moi. Cette brochure s'efforçait de créer un amalgame, faisant passer pour une apologie du lynchage mon exigence que les Noirs répondent à la violence par la violence comme moyen d'autodéfense. À sa manière, le bureau national apportait sa contribution à l'impression erronée, dont jouait la presse raciste, que je faisais de l'agitation pour la guerre des races et pour l'assassinat des Blancs, sans distinction.

Ma suspension fut maintenue par les délégués de la convention, beaucoup d'entre eux considérant ou étant poussés à considérer le vote comme une question de soutien ou de désaveu public envers la direction nationale de la NAACP. Mais, sur la véritable question posée, le sentiment des délégués a forcé la direction nationale à soutenir le concept d'autodéfense. Le préambule aux résolutions adoptées par cette convention précisait : « *Nous ne contestons pas, mais nous réaffirmons le droit à une autodéfense individuelle et collective contre des attaques illégales.* »

Pendant ma suspension, les gens de ma section ont voté pour que ma femme me remplace à la présidence. Et à la fin des six mois, au lieu de reprendre automatiquement ma fonction, j'ai organisé une élection, parce que je ne voulais pas que le bureau national de la NAACP croie qu'ils me faisaient une faveur spéciale quelconque. L'élection a eu lieu et j'ai été réélu à l'unanimité.

Le bureau national de la NAACP était décidé à conserver les bonnes grâces de beaucoup de Blancs influents du Nord, qui étaient dérangés par notre militantisme. Il maintenait une attitude d'indifférence envers notre section. Nous avions le statut de membre, c'est tout. Il était impossible d'obtenir leur assistance pour une de nos actions en faveur de l'intégration scolaire ou pour nos sit-in.

En 1960, nous avons commencé une campagne de sit-in. Nous sommes devenus la treizième ville de Caroline du Nord à nous lancer dans les manifestations de sit-in. Bien que la NAACP n'en ait pas tenu compte, nos sit-in ont prouvé que l'autodéfense et la non-violence pouvaient être combinées avec succès. Il y avait moins de violence dans les sit-in de Monroe que dans n'importe quel autre sit-in dans le Sud. Dans les autres communautés, des Noirs se faisaient casser le crâne mais, dans nos sit-in, pas un seul manifestant ne s'est même fait cracher dessus. Nous subissions moins de violence, parce que nous nous étions montrés déterminés et prêts à nous battre pour nous défendre. Nous n'apparaissions pas dans les rues de Monroe comme des mendiants dépendant de la charité et de la générosité des partisans de la suprématie blanche. Nous apparaissions comme des gens forts, et il était dans l'intérêt de toutes les parties concernées que des relations pacifiques soient maintenues.

Pendant que ces manifestations se déroulaient, j'ai été arrêté et finalement condamné à trente jours de travaux forcés. La NAACP était censée prendre en charge mon affaire. Ils s'en sont occupé jusqu'à la Cour suprême de l'État, mais ensuite ils m'ont laissé tomber au moment de faire appel, sans me prévenir et alors qu'il ne restait plus que de quelques jours pour déposer le recours en appel. Je l'ai découvert dans les journaux, parce que mon affaire avait été regroupée avec celles de sept étudiants de Chapel Hill, en Caroline du Nord. Les journaux ont publié la liste des prévenus pour lesquels les avocats de la NAACP avaient déposé un appel :

j'étais le seul du groupe dont le nom n'apparaissait pas. J'ai fait appel au Comité d'urgence des libertés civiles. Ils ont pris mon affaire en main et ont déposé un recours en appel devant la Cour suprême des États-Unis.

« Une lettre du patron »

Tout cela ne signifiait pas que le bureau national de la NAACP était à court de conseils. Alors qu'ils ne s'étaient pas sentis assez concernés pour déposer un appel devant les plus hautes juridictions, ils se sont sentis assez concernés pour m'envoyer une lettre à propos de mon retour de Cuba durant l'été 1960. J'ai par la suite fait deux voyages à Cuba.

Mes expériences à Monroe et avec la NAACP, qui avaient abouti au lancement de *The Crusader*, avaient aussi aiguisé ma prise de conscience des luttes des Noirs dans toutes les parties du monde, des traitements qui leur étaient infligés, de leurs victoires et de leurs défaites. Il était clair dès les premiers jours que les Afro-Cubains prenaient part à la révolution cubaine sur la base d'une égalité complète, et mes voyages ont confirmé ce fait. Un Noir par exemple était à la tête des forces armées cubaines, personne ne pouvait nous cacher ce fait ici, en Amérique. Pour moi cette révolution était quelque chose de réel, pas une de ces fausses révolutions de palais sud-américaines. Il y avait une vraie volonté d'apporter la justice sociale à tous les Cubains, y compris les Noirs. À partir de la fin de 1959, j'ai commencé à écrire des articles factuels sur Cuba dans *The Crusader*, en soulignant l'égalité raciale qui y régnait. Ces articles semblent avoir remué le bureau national, puisqu'ils m'ont envoyé une lettre comprenant des affirmations comme celles-ci :

« *Je me demande, toutefois, si vous êtes entièrement conscient des dangers et des inconvénients de la ligne de conduite que vous semblez privilégier. J'ai suivi de près les événements de Cuba ces derniers mois, en particulier la visite du docteur Castro aux Nations unies cet automne. En dépit des mérites de la cause cubaine, j'ai été grandement perturbé*

par ses fréquentes manifestations de mauvaise foi qui, je le crois, devraient vous donner matière à réfléchir, avant que vous ne vous retrouviez utilisé comme un simple pion dans la malheureuse querelle qui oppose actuellement Cuba et notre pays.

(...) C'est une ingérence inconsidérée dans un problème interne à l'Amérique et elle devrait être reconnue comme telle par quiconque se trouve dans une position responsable de dirigeant au sein du mouvement noir américain.

(...) Les actuelles tentatives cubaines de s'attirer les faveurs des Noirs américains sont de toute évidence causées par des arrière-pensées. (Laissez-moi juste vous demander comment le touriste noir américain se sentirait en entendant constamment le chant Cuba si, Yanqui no !*)*

(...) Voulez-vous renoncer à l'important soutien de cette partie de la population qui est également opposée à la suppression des droits des Noirs dans notre pays ?

(...) Le malheureux exemple du grand chanteur noir américain Paul Robeson[12] *ne vous montre-t-il pas les dangers et les erreurs de la voie que vous semblez choisir ? Qu'est-ce que Paul Robeson, avec toute sa grandeur, a fait pour le Noir américain dans la lutte actuelle pour l'égalité ? La réponse, aussi regrettable soit-elle, ne peut être que : rien. »*

Ces extraits ont été reproduits dans *The Crusader* et y ont reçu la réponse suivante :

« Seul un idiot ou un mercenaire hypocrite pouvait avoir assez de culot pour accuser une nation et son grand leader de mauvaise foi vis-à-vis des Noirs captifs d'Amérique du Nord, alors que dans leur vie quotidienne ils nous montrent le plus haut degré d'égalité raciale et de justice sociale dans le monde aujourd'hui. C'est certainement une belle lapalissade de dire que la justice sociale commence chez soi et se

12 Paul Robeson : célèbre chanteur et acteur noir américain (1898-1976) qui défendit la cause des Noirs à l'échelle internationale. Il fit plusieurs séjours en URSS et fut ensuite victime du maccarthysme.

répand à l'étranger. Ces derniers mois, je suis allé deux fois à Cuba, et il n'y a aucune mauvaise foi dans le sentiment que j'ai eu, pour la première fois de ma vie, d'appartenir au genre humain. Si c'est la conception américaine de la mauvaise foi, alors fasse le ciel que cette nation ait la même mauvaise foi que Fidel Castro et Cuba libre, en permettant aux personnes d'ascendance africaine d'entrer dans le genre humain.

Quant au fait que je serais "utilisé comme un pion dans la lutte de Cuba" contre l'Amérique du Nord impérialiste et raciste, je préfère être du côté du bien que de celui de Jim Crow[13] *et de l'oppression. Je préfère être utilisé comme un instrument pour transmettre la vérité d'un peuple qui respecte les droits de l'homme, plutôt que d'être utilisé comme un Oncle Tom qui blanchit l'oppression des Noirs et l'injustice, et comme un défenseur de l'hypocrisie de l'Amérique. L'aversion de Cuba pour l'inhumanité de l'Amérique envers l'homme n'est pas une ingérence dans un "problème interne à l'Amérique". Il est de notoriété publique que la race maîtresse du "monde libre" en est sortie pour exporter le racisme fabriqué en Amérique du Nord. Le racisme aux États-Unis est un problème mondial autant que l'était le nazisme. Si les États-Unis doivent être la seule nation exempte de la charte des droits de l'homme des Nations unies, alors cette auguste institution prend parti pour les grandes violations des droits des gens qui sont captifs de l'Amérique. Quant à moi, je refuse de rester silencieux et de coopérer avec la force même qui cherche à me détruire.*

Les racistes en Amérique sont les gens les plus brutaux du monde. Pour un Afro-Américain, c'est de la folie furieuse de considérer cette question de vie ou de mort comme une

13 Jim Crow : lois qui, à partir de la fin des années 1870, ont officialisé la discrimination raciale dans les États du Sud des États-Unis. Jim Crow (littéralement : Jim le corbeau) est une expression péjorative signifiant « Nègre » qui apparaît à la fin des années 1830. L'expression « lois Jim Crow » apparaît quant à elle au début des années 1890.

affaire de famille. Nous sommes les opprimés, il est tout à fait normal d'exposer nos griefs chez nous et à l'étranger. Cette lutte raciale aux États-Unis n'est pas une lutte qui doit être menée uniquement par des Américains, pas plus que la lutte pour la libération des Noirs ne doit être conduite que par des gens de couleur. Toute lutte pour la liberté dans le monde d'aujourd'hui affecte la stabilité de la société humaine tout entière. Pourquoi voudriez-vous faire de notre lutte une exception ?

Je ne redoute pas d'éloigner de notre mouvement de libération des amis blancs. S'ils croient réellement en la liberté, ils ne s'indigneront pas que nous nous écartions des sentiers battus qui nous ont conduits à tourner en rond de façon stérile. S'ils ne sont pas sincères, ils ne sont rien d'autre que des chevaux de Troie, infiltrant nos rangs pour nous frapper en traître, de façon infâme, pour le compte de celles et ceux qu'ils prétendent détester. Car s'ils n'apprécient pas que nous devenions vraiment libres, ils nous détesteront de ne pas suivre leurs mauvais conseils et leurs habiles subterfuges destinés à nous empêcher d'atteindre la terre promise. Ils parlent beaucoup de tolérance, mais ils font preuve d'une intolérance infinie contre ces Afro-Américains qui refusent de devenir leurs marionnettes et des béni-oui-oui façon Oncle Tom.

Il est étrange qu'on me demande comment "un touriste nègre américain se sentirait à Cuba en entendant constamment le chant de Cuba si, Yanqui no ! *" Personne n'a pris la peine de me demander comment on se sent en croisant constamment des panneaux : "réservé aux Blancs". Ces panneaux signifient : "Blancs oui, gens de couleur non !" Personne ne m'a demandé ce que ça fait d'être conduit en prison sous bonne garde avec des criminels sur la voie publique, pour s'être assis sur un tabouret "réservé aux Blancs". En entendant Cuba si, Yanqui no ! et en ayant vécu toute ma vie sous l'oppression américaine, j'ai été porté par l'émotion à me joindre au chœur de la libération. Je savais que cela*

ne s'appliquait pas à moi, parce que les chrétiens blancs du "monde libre" m'ont exclu de tout ce qui est "yanqui".

Vous faites une erreur capitale en refusant de reconnaître que le grand Paul Robeson a apporté une grande contribution à la lutte des Noirs américains. Paul Robeson est la preuve vivante que les Afro-Américains ne sont pas obligés de considérer les États-Unis comme le "paradis des Noirs" et comme la dernière étape pour nous sur cette terre. Paul est la preuve vivante que d'autres sociétés civilisées honorent et respectent les Noirs pour des choses pour lesquelles la "libre Amérique" nous injurie, nous opprime et nous affame. Paul a prouvé que tous les hommes noirs ne sont pas à vendre pour trente deniers. Il a allumé une lumière que beaucoup suivront, parmi la nouvelle génération.

Oui, partout où il y a de l'oppression aujourd'hui dans le monde, toute l'humanité est concernée. Ma cause est la même que celle des Asiatiques contre l'impérialisme. Elle est la même que celle de l'Africain contre le sauvage blanc. Elle est la même que celle de Cuba contre l'impérialisme des partisans de la suprématie blanche. Quand je deviendrai partie intégrante d'une société américaine fondée sur la justice universelle, alors et seulement alors je pourrai envisager la possibilité de faire cause commune contre des ingérences extérieures. »

Je ne veux pas laisser l'impression que je suis contre la NAACP ; au contraire je pense que c'est une arme importante dans la lutte pour la liberté et je veux la renforcer. Je ne pense pas qu'ils devraient s'inquiéter pour Cuba, alors qu'il y a plein de sujets de préoccupation dans notre pays. Ils savent aussi bien que moi à quel point les gouvernements des États et le gouvernement fédéral ont ignoré nos appels à l'aide et à la protection.

Hypocrisie et tromperie

Quand nous avons fermé la piscine, comme je l'ai déjà relaté, les racistes de Monroe sont devenus fous de rage. Le

jour même, après que nous étions rentrés chez nous, une bande a extirpé de sa voiture un homme de couleur et l'a emmené dans les bois où il a été battu, adossé à un arbre et menacé d'être abattu. J'ai appelé les agences Associated Press et UPI et signalé que cet homme avait été kidnappé, puis j'ai aussi appelé le ministère de la Justice. Apparemment, juste au moment où les agresseurs de cet homme s'apprêtaient à lui tirer dessus, le chef de la police est arrivé et l'a secouru. Comment le chef de la police savait-il où le trouver dans les bois ? Plus tard, ce Noir a été incapable de faire inculper aucun de ceux qui l'avaient agressé, bien qu'il ait reconnu certains des membres de la bande qui avait voulu le lyncher. Le FBI refusait de requérir des inculpations pour kidnapping.

Les racistes traversaient le quartier noir durant la nuit en tirant avec leurs armes, et nous avons bien des fois échangé des coups de feu. Une nuit, un sergent de la garde nationale de l'État a dirigé une attaque armée contre ma maison. Il a été reconnu, mais aucune action n'a été intentée contre lui. Et le chef de la police a nié que l'attaque ait eu lieu. Nous continuions à en appeler au gouvernement fédéral. Il a fallu mettre en place une garde d'une vingtaine de volontaires qui venaient chaque nuit – des hommes volontaires pour dormir chez moi et monter la garde. C'était la seule façon de repousser les attaques des racistes. Le téléphone sonnait à toute heure, parfois toutes les quinze minutes, les appels étaient menaçants.

Ensuite à travers mon bulletin, *The Crusader*, j'ai commencé à faire appel aux lecteurs de partout pour protester auprès du gouvernement des États-Unis et du ministère américain de la Justice ; protester contre le fait que le 14e amendement n'existait pas à Monroe et que les autorités municipales, le bureau local du FBI à Charlotte et le gouverneur de l'État de Caroline du Nord avaient ourdi un complot pour refuser aux Noirs de Monroe leurs droits constitutionnels.

L'un des lecteurs de *The Crusader* a écrit au représentant du Connecticut au Congrès, Kowalski, qui à son tour a écrit une lettre au procureur général, Robert Kennedy. Il a dit qu'il avait été scandalisé en apprenant le non-respect des lois à Monroe, que c'était terriblement préjudiciable à notre pays, au moment où les États-Unis se proclamaient les champions de la démocratie dans le monde. Le représentant au Congrès a réclamé une commission d'enquête. Mais, malgré toutes ces lettres et télégrammes au ministère américain de la Justice, aucune enquête n'a été menée. La seule enquête a consisté à demander à notre chef de la police si ces choses étaient vraies. Le chef de la police leur a assuré que non.

Finalement, je suis allé au bureau du FBI à Charlotte, et j'ai rempli un long rapport pour une inculpation fédérale du chef de la police, pour refus d'accorder aux citoyens leurs droits garantis par le 14e amendement. Ce rapport a été rempli, mais je n'ai jamais eu de nouvelles du FBI. Plus tard, un journaliste m'a dit avoir eu des nouvelles du ministère de la Justice, qui affirmait qu'ils ne trouvaient aucune preuve d'une quelconque violation du 14e amendement à Monroe. Ils ne se sont jamais donné la peine de me répondre.

Pourtant, c'est alors que j'ai reçu une lettre du Département d'État des États-Unis. Dans ce courrier, on nous refusait, à ma famille et moi, le droit de voyager à Cuba où nous avions été invités pour la célébration du 26 juillet. Le motif du refus était : « *À cause de la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba, le gouvernement des États-Unis ne peut assurer des services normaux de protection à ses citoyens visitant Cuba.* »

Ce faux prétexte, le souci de ma protection, était une farce de premier ordre et une hypocrisie typique. De nombreuses menaces et quatre tentatives de meurtre avaient été perpétrées contre moi au cours des trois semaines précédentes. Les assassins potentiels, aidés et encouragés par les

autorités locales, se voyaient accorder l'immunité vis-à-vis de la loi par le silence délibéré des autorités fédérales, auxquelles j'avais fait appel continuellement pour des « services normaux de protection ». Le gouvernement fédéral ne pouvait en aucun cas être intéressé par ma protection et celle de ma famille, puisqu'ils avaient laissé passer beaucoup d'occasions de nous protéger ici, chez nous.

Tout cela a eu lieu un mois avant que je sois forcé de quitter Monroe.

Chapitre 4

La non-violence enhardit les racistes : une semaine de terreur

Au sein de notre section de la NAACP, le sentiment général était que nous avions engagé une dure lutte de fond contre les racistes, que nous devions y impliquer un maximum de Noirs et rendre la lutte aussi significative que possible. Nous estimions que la seule question de la piscine était trop restreinte au regard de nos besoins, que nous avions besoin d'un programme large, qui s'attache en particulier aux emplois, à l'aide sociale et aux autres besoins économiques.

Je pense que c'était un pas en avant important. Les luttes des Freedom Riders et les mouvements des sit-in avaient été concentrés sur un seul but : le droit de manger dans un snack-bar, le droit de s'asseoir n'importe où dans un bus. Ce sont des droits importants, parce que leur déni est une attaque personnelle directe contre la dignité d'un Noir. Il est important pour les racistes de maintenir ces formes périphériques de la ségrégation. Elles établissent une atmosphère qui entretient un système. En dépréciant et démoralisant l'homme noir sur de petits sujets personnels, le système ronge le sens de la dignité et de la fierté, qui sont nécessaires pour défier le système raciste. Mais le noyau fondamental du racisme est plus qu'une atmosphère – il peut être mesuré en dollars, en cents et en statistiques du chômage. Nous avons donc décidé de présenter un programme qui allait de la piscine aux emplois.

Le programme de Monroe

Le 15 août 1961, au nom de notre section, j'ai présenté au conseil municipal de Monroe un programme en dix points qui disait :

Pétition

Nous, soussignés citoyens de Monroe, adressons une pétition au conseil municipal de la ville pour qu'il use de son influence pour s'efforcer de :

1. Persuader les usines de ce comté d'embaucher sans discrimination.
2. Persuader l'agence locale pour l'emploi de garantir aux non-Blancs les mêmes privilèges que ceux accordés aux Blancs.
3. Donner des instructions à l'agence d'aide sociale pour que les non-Blancs aient droit aux mêmes avantages, à la même courtoisie et considération que ceux accordés aux Blancs.
4. Construire une piscine dans la zone de l'avenue de Winchester, à Monroe.
5. Retirer tous les panneaux de la ville de Monroe qui désignent une zone pour les gens de couleur et une autre pour les Blancs.
6. Donner des instructions à l'inspecteur des écoles pour qu'il prépare impérativement la déségrégation de l'école municipale au plus tard pour 1962.
7. Fournir un transport adéquat pour tous les écoliers.
8. Demander formellement au Bureau médical de l'État de permettre au docteur Albert Perry Jr. de pratiquer la médecine à Monroe et dans Union County.
9. Employer des Noirs dans des postes qualifiés ou d'encadrement dans l'administration de la ville.
10. Agir immédiatement sur toutes ces propositions et informer le comité et le public de vos actions.

Robert F. Williams
Albert E. Perry, Jr., M.D.
John W. McDow

Nos demandes pour un droit égal à l'emploi étaient les plus importantes des dix points. Beaucoup d'usines se délocalisaient en provenance du Nord : des industries qui fuyaient le Nord et s'installaient par ici pour éviter les syndicats ouvriers et pour trouver des travailleurs bon marché dans le Sud. Elles se voyaient accorder des avantages considérables financés par les impôts, de la part de la Commission locale pour le développement industriel, et elles n'embauchaient jamais de Noirs. En fait, des autorités fanatiques avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher les Noirs d'obtenir des emplois. Ils étaient même allés jusqu'à stipuler que les nouvelles industries ne pourraient pas embaucher d'Afro-Américains si elles voulaient bénéficier des avantages spéciaux rendus possibles par nos impôts à tous. Cela aboutissait à des impôts ne donnant pas droit à des représentants, et c'était l'un de nos griefs les plus importants.

Conséquence de cette politique raciste, sur un total d'environ 3 000 Afro-Américains à Monroe, il y a 1 000 chômeurs incapables de trouver des emplois, même comme concierges, servantes ou portiers. Et les servantes et portiers, quand ils travaillent, gagnent au plus 15 dollars pour six jours par semaine. L'un des rares emplois disponibles, la cueillette du coton, est payé en tout 2,50 dollars pour 100 livres de coton ramassées ; en y allant à fond, cela prend une longue journée, bien plus de huit heures, pour ramasser 150 livres. Effectivement, à Monroe, tous les Noirs diplômés du lycée ou de l'université doivent partir pour trouver un emploi. Ce n'est pas le cas des Blancs diplômés. Les Noirs sont même mis à la porte pendant l'été, pour permettre aux jeunes Blancs de l'université de travailler sur place. Dans le même temps, chaque été, nos coins de rue sont remplis de jeunes de couleur juste sortis de l'école. Ils n'ont aucune possibilité d'emploi lucratif ou de loisirs sains.

Pour ce genre de raisons, nous croyons que le mal fondamental est un mal économique, on nous dénie le droit d'avoir un niveau de vie décent.

Les Freedom Riders viennent à Monroe

Nous avions prévu de mettre en place des piquets autour du tribunal du comté pour attirer l'attention sur notre programme et faire pression pour sa réalisation. À ce moment-là, dix-sept Freedom Riders étaient venus nous soutenir, c'était peut-être la première fois qu'ils engageaient une lutte sur des revendications aussi fondamentales que celles présentées dans notre programme. Jusqu'alors, comme je l'ai dit, leurs objectifs étaient périphériques et, bien qu'importants, ils étaient susceptibles de petits compromis. Par exemple, nous avions gagné l'intégration dans la bibliothèque publique. Sur ces sujets secondaires, les dirigeants des mouvements de sit-in peuvent rencontrer les autorités de la ville et de l'État, et obtenir des concessions. Je crois que c'est un aspect important de la lutte globale des Noirs. Mais quand ces concessions sont utilisées pour leur propagande par des « leaders » noirs, comme exemples des merveilleux progrès que les Afro-Américains sont censés faire, en détournant ainsi l'attention des maux fondamentaux, de telles victoires cessent même d'être accessoires et deviennent suicidaires. En revanche, quand nous nous attaquons aux maux fondamentaux, les racistes ne cèdent pas d'un pouce. C'est pourquoi, je pense, les Freedom Riders qui sont venus à Monroe ont rencontré tant de violence et de brutalité à l'état pur. À cause de ça, et de leur serment de non-violence.

Les Freedom Riders reflétaient l'attitude de certains leaders noirs, qui affirmaient que j'avais mal géré la situation et qu'ils allaient nous montrer comment remporter la victoire sans violence. Ils étaient accompagnés du révérend Paul Brooks, envoyé par le révérend Martin Luther King Jr, pour agir en tant que « médiateur » pour les Freedom Riders, en cas de besoin, et travailler avec la communauté en l'aidant à

mettre au point des techniques et tactiques non-violentes. Je n'étais pas d'accord avec leur position, mais j'étais plus que disposé à coopérer. La communauté a loué une maison pour eux, baptisée Freedom House (Maison de la Liberté) en leur honneur. Quelques-uns de nos jeunes militants, qui avaient participé aux piquets autour de la piscine le mois précédent, les ont rejoints. Ensemble ils ont formé le comité d'action non-violente de Monroe.

Bien que je ne veuille pas moi-même prêter serment de non-violence, j'ai demandé aux gens de la communauté de les soutenir, eux et leur campagne non-violente. Des étudiants de Monroe ont prêté le serment de non-violence, promettant d'adhérer à la discipline non-violente, laquelle, entre autres principes, interdisait l'autodéfense. J'ai aussi déclaré que, s'ils pouvaient me montrer le moindre recul imposé aux racistes par des méthodes non-violentes, je deviendrais moi aussi un pacifiste.

Au même moment, plusieurs observateurs étaient à Monroe pour voir par eux-mêmes à quoi ressemblait la prétendue démocratie à Union County. Nous savions que les gens résidant dans d'autres régions du pays et d'autres pays du monde auraient du mal à croire qu'il existe aux États-Unis tant de méchanceté raciste, tant de brutalité et de cruauté, en particulier dans un État aussi « progressiste » qu'était supposée l'être la Caroline du Nord. Aussi encouragions-nous ces visites. Il y avait là Julian Mayfield, jeune romancier afro-américain et vieil ami de Monroe. Une jeune étudiante de Durham, en Angleterre, participant à un programme d'échange, Constance Lever, était invitée chez nous, en compagnie de M^me^ Mae Mallory, qui avait pris part au mouvement pour une véritable intégration dans sa propre ville, New York.

Quand le comité d'action non-violent de Monroe a installé son piquet le premier jour, les Freedom Riders semblaient convaincus qu'ils faisaient de réels progrès. L'un des

Freedom Riders est même revenu ravi du piquet. Il disait : « *Vous savez, un policier m'a souri en ville aujourd'hui, pendant que j'étais sur le piquet.* » J'ai ri et lui ai dit de ne pas y accorder la moindre importance, parce que le policier était sans doute en train de sourire en pensant à la meilleure façon de le tuer. Constance, l'étudiante du programme d'échange, avait rejoint le piquet. Elle disait : « *Oh, je ne crois pas que ces gens soient si mauvais. Je pense juste que vous ne savez pas comment les aborder. J'ai remarqué qu'ils m'ont regardée d'une façon amicale, aujourd'hui, en ville.* » J'ai essayé de lui expliquer que ces gens-là essayaient de leur plaire, à elle et aux autres, dans l'espoir qu'ils quittent Monroe. Le jour où ces gens-là comprendraient qu'ils ne pouvaient pas convaincre les Freedom Riders, ils montreraient leur vraie nature. Quelques jours plus tard, Constance Lever fut arrêtée par la police de Monroe et inculpée d'incitation à l'émeute.

Les racistes passent à la violence

Le troisième jour, les gens de la ville ont commencé à insulter les piquets et leur politesse s'est changée en brutalité. Un policier a jeté à terre un membre des piquets et menacé de casser son appareil photo. Un autre a été arrêté, sous les huées incessantes de la foule des Blancs. Quand l'un des Freedom Riders blancs a souri en direction des perturbateurs, deux des « pures fleurs blanches » de Monroe lui ont craché au visage. La tension a continué à monter.

Le quatrième jour, un Freedom Rider a été attaqué dans une rue de la ville et battu par trois Blancs. La police est intervenue et a promis d'arrêter les Blancs qui avaient attaqué ce Freedom Rider. Du coup les Freedom Riders ont continué à croire qu'ils pouvaient mettre la loi de leur côté, puisqu'ils s'étaient publiquement déclarés non-violents. Je leur ai dit que c'était très bien pour eux d'être pacifistes, mais qu'ils ne devaient pas le proclamer à la face du monde, parce qu'ainsi ils ne faisaient qu'encourager une attaque violente de grande

envergure. Précédemment, nous n'avions eu aucune victime du type de violence qu'ils commençaient à rencontrer, parce que nous avions montré notre détermination à nous battre. Nous avions fait des piquets et des sit-in, et personne n'avait réussi à attaquer nos piquets. Mais eux répondaient qu'ils se battaient d'un point de vue moral.

Le vendredi, un Freedom Fighter blanc reçut dans le ventre un tir d'une puissante carabine à air comprimé alors qu'il marchait dans le piquet. C'est arrivé juste devant la police. Le même jour, la municipalité a fait pulvériser les rangs des piquets avec de l'insecticide, espérant faire partir les étudiants. Entre-temps, la municipalité avait adopté des lois spéciales, ordonnant aux manifestants d'être toujours à cinq mètres les uns des autres. Ils devaient maintenir cette distance, ne devaient être ni trop près, ni trop loin. Alors la police a commencé à utiliser une tactique consistant à stopper un manifestant : quand celui qui était derrière continuait à marcher, ils l'arrêtaient pour s'être trop rapproché du premier. Cet après-midi-là encore, un garçon noir âgé de 10 ans fut attaqué en ville par trois hommes blancs parce qu'il avait été vu sur le piquet. Aucun des agresseurs n'a été arrêté.

« Vous n'êtes pas encore mort ? »

La nuit venue, les Freedom Riders sont allés faire un tour dans le comté limitrophe de Mecklenburg[14] et se sont arrêtés dans un restaurant. Ils ont été reconnus et attaqués par des racistes blancs. Dans la mêlée, l'un des Freedom Riders n'a pu s'échapper qu'en s'enfuyant dans les bois ; les autres ont dû s'enfuir en voiture, en le laissant derrière eux. Nous avons informé la police municipale de Monroe, la police de notre comté, la police de Charlotte et la police du comté de Mecklenburg qu'un Freedom Rider était dans les bois, porté

14 Mecklenburg County : ce comté, dont la capitale Charlotte est aussi la plus grande ville de la Caroline du Nord, jouxte Union County.

disparu, et que les racistes essayaient de l'attraper. Nous avions peur qu'il soit lynché. Nous leur avons demandé d'intervenir. La police de Monroe a refusé. La police d'Union County a refusé.

Le révérend Brooks a appelé le bureau du gouverneur. Le gouverneur Terry Sanford était sorti, lui dit-on. Mais le révérend Brooks a eu la possibilité de parler à l'assistant en chef du gouverneur, Hugh B. Cannon, et s'est plaint à lui du manque de protection policière pour les Freedom Riders. L'assistant du gouverneur lui parlait sans cesse de Robert Williams. Le révérend Brooks lui dit qu'il ne l'appelait pas au sujet de Robert Williams ; il l'appelait au sujet d'un Freedom Rider porté disparu. Il dit qu'ils étaient des pacifistes, des gens non-violents et qu'ils demandaient la protection de la police. L'assistant du gouverneur, Hugh B. Cannon, lui répondit : « *Si vous êtes un vrai pacifiste, vous feriez mieux de fiche le camp de Monroe, mon vieux, parce qu'il va y avoir plein de violence là-bas.* »

Le révérend Brooks a encore essayé de lui demander la protection de la police, mais a finalement renoncé. Il a dit : « *Puisque vous parlez tellement de Robert Williams, il est juste là. Voulez-vous lui parler ?* » L'assistant du gouverneur a accepté.

Cannon et moi avions discuté environ deux semaines auparavant, lorsque j'avais demandé la protection de la police de l'État. En lieu et place, le gouverneur avait envoyé un délégué du style Oncle Tom, un certain docteur Larkins, censé être le médiateur du gouverneur. Il était venu me rencontrer secrètement pour savoir comment faire pour calmer les choses. Je lui avais donné notre programme en dix points et ça l'avait estomaqué. Il avait dit que c'était trop, que nos exigences étaient trop élevées, mais qu'il les transmettrait quand même au gouverneur. Et il avait dit que, d'accord, il comprenait que je subissais des pressions économiques, que c'était injuste et que je pourrais peut-être trouver un emploi,

l'État pourrait peut-être m'aider, à condition seulement que nous ne commencions pas à poser des ennuis par ici.

Quand j'avais rappelé le bureau du gouverneur et parlé à Hugh. B. Cannon de cette tentative de corruption, il avait répondu : « *Vous êtes en train de me dire que vous n'êtes pas encore mort ?* » Je lui avais dit : « *Non, je ne suis pas mort, pas encore mais, si je meurs, beaucoup de gens pourraient mourir avec moi.* » « *Eh bien,* avait-il ajouté, *vous n'êtes peut-être pas mort, mais vous allez être tué.* » Je répétai que nous voulions une protection, pour essayer d'éviter un massacre. Il avait répondu : « *Si vous essayez d'éviter un massacre, vous avez qu'à ne pas faire d'agitation.* »

Le gouverneur et le FBI

Alors ce vendredi soir, quand le révérend Paul Brooks a fini de parler avec Hugh B. Cannon et m'a dit qu'il voulait me parler, j'ai pris le téléphone et lui ai raconté ce qui s'était passé. Il a dit : « *Vous n'avez que ce que vous méritez là-bas. Vous avez voulu la violence, maintenant vous l'avez.* » Je lui ai dit que je ne faisais pas appel à lui pour moi-même. Je faisais appel à lui pour un pacifiste. Et je lui ai dit : « *Par ailleurs, je ne fais pas appel à vous pour un Noir ; il se trouve que c'est un jeune Blanc qui est perdu dans les bois.* » Il a dit : « *Je me fous de qui il est. Vous avez voulu la violence et maintenant vous l'avez, voilà ; vous n'avez que ce que vous méritez.* » Alors je lui ai dit : « *Vous savez quoi ? Vous êtes le plus grand crétin du monde !* » Il se mit en colère et commença à s'énerver au téléphone et il me dit de la fermer. Je lui ai dit qu'il était peut-être l'assistant du gouverneur, mais qu'il ne pouvait pas me dire de la fermer. Il a dit : « *Si vous n'arrêtez pas de me parler comme ça, je raccroche.* » Et il a finalement raccroché. Aucune protection n'a été envoyée.

Chaque fois que les Freedom Riders s'apprêtaient à rejoindre le piquet, ils appelaient le FBI à Charlotte et demandaient une protection. Le FBI disait : « *Nous arrivons.* » Mais ils n'étaient jamais là quand il se passait quelque chose. Le

samedi, les Freedom Riders ont manifesté en ville et, alors que les taxis qui les avaient transportés jusqu'au piquet commençaient à les rembarquer, les Blancs racistes de la localité se sont rassemblés et ont bloqué la route. Les Freedom Riders ont été obligés de rentrer à pied jusqu'au quartier noir, qui se trouvait à près d'un kilomètre et demi. La foule les a suivis le long des rues, en leur lançant des pierres et en menaçant de les tuer. Quand ils sont arrivés dans le quartier noir, les personnes de couleur qui n'avaient pas participé au piquet se sont mises en colère en voyant notre quartier envahi par la foule qui pourchassait les Freedom Riders. Beaucoup de Noirs ont commencé à caillasser les voitures et à repousser les racistes blancs.



Le docteur Perry (à droite) à son domicile à Monroe, avec John Williams, Lorraine Williams Garlington et Edward Williams.

Chapitre 5
L'autodéfense empêche un pogrom
Les racistes manigancent un faux kidnapping

Le dimanche matin, le chef de la police et ses hommes ont fait une tournée à travers le comté, exhortant les gens à descendre en ville pour se battre contre les Freedom Riders. En outre, des gens arrivaient des autres comtés et de la Caroline du Sud. Une organisation appelée les Minute Men avait amené du monde.

Dans l'après-midi, des milliers de Blancs racistes se sont regroupés en ville, se concentrant au square du tribunal. À quatre heures, James Forman, l'un des responsables des piquets, a appelé chez moi pour demander quatre taxis dans l'heure. Il a dit que les racistes menaçaient d'attaquer le piquet et s'est plaint de l'indifférence de la police. Une heure plus tard, Forman allait se retrouver en prison avec une fracture du crâne.

À 4 h 30, la compagnie de taxis noire a appelé pour signaler qu'ils ne pouvaient pas rejoindre les gens des piquets, parce que toutes les voies d'accès à la ville étaient bloquées. Quelques minutes plus tard, quelques voitures conduites par des gens à nous entraient en trombe dans le quartier. Ils arrivaient tout juste de la ville, rapportant que la foule avait commencé à attaquer le piquet, que des coups de feu avaient été tirés et que la ville était en proie à une gigantesque émeute.

Quand la milice d'autodéfense, qui était restée jusqu'alors à l'écart du square du tribunal, a su que la vie des Freedom Riders et des jeunes militants non-violents de la localité était en danger, ils ont sauté dans leurs voitures et sont entrés en ville, forçant le barrage de la foule pour secourir les manifestants. Julian Mayfield était avec eux.

La foule des Blancs était déjà armée. La police a saisi les armes de certains hommes qui essayaient de porter secours aux Freedom Riders et elle a remis ces armes supplémentaires à la foule. Des coups de feu ont éclaté au piquet quand la police et la foule ont essayé d'empêcher une étudiante anglaise du programme d'échange de monter à bord d'une voiture de secours conduite par trois Noirs armés. La police maintenait les Noirs tandis que les Blancs racistes les frappaient. Au début, les victimes étaient toutes des Freedom Riders et des étudiants locaux non-violents, mais bientôt on a agressé des Noirs au hasard, à mesure que la foule se répandait dans toute la ville. La foule se regroupait pour attaquer notre communauté.

Nous préparons l'autodéfense

On a arrêté tellement de Freedom Riders et de Noirs que, pour leur faire de la place en prison, on a libéré beaucoup de prisonniers qui avaient été condamnés pour de bonnes raisons. Beaucoup de ces gens sortis de prison m'ont informé que des étudiants saignaient à mort, sans la moindre assistance médicale. J'ai appelé le chef de la police et lui ai dit qu'on m'avait averti que les étudiants ne recevaient pas de soins médicaux, que leur vie était en danger. J'ai ajouté que je lui donnais trente minutes pour leur trouver une assistance médicale, et que s'ils ne recevaient pas cette aide dans les trente minutes, nous marcherions sur la prison. Environ quinze minutes plus tard, James Forman m'a appelé de l'hôpital pour me faire savoir qu'ils recevaient des soins médicaux. Juste après, Julian Mayfield est arrivé et a rapporté que des éléments de la foule blanche, qui incluait maintenant quelques policiers en uniforme, étaient près des voies ferrées et tiraient sur les Noirs qui avaient fui la ville. L'obscurité tombant, des Blancs ont commencé à traverser notre quartier en voiture, en poussant des cris et des hurlements. Certains tiraient des coups de feu de leurs voitures et lançaient des objets sur les gens dans les rues. De nombreux

Noirs se sont alors armés, échangeant des armes, empruntant des munitions et formant des milices pour la nuit afin de défendre le quartier contre la foule massée en ville. Dans le bloc où j'habite, environ 300 personnes se pressaient dans la rue.

Vers 6 heures du soir, un couple de Blancs, M. et M^me^ Bruce Stegall, ont traversé notre quartier. Ils ont été reconnus parce qu'ils avaient sillonné la ville le jour précédent, avec un drapeau sur leur voiture annonçant « *l'ouverture de la saison de chasse aux ratons laveurs* » : j'ai pensé qu'était arrivée l'heure de la tuerie.

Des gens ont demandé pourquoi un raciste aurait amené sa femme en plein milieu d'un quartier ravagé par une émeute, comme le nôtre ce dimanche-là. Mais il n'y a là rien d'étonnant, pour ceux qui connaissent la nature des raids du Klan. Beaucoup de Blancs racistes considèrent les femmes blanches comme une forme d'assurance, d'après la vieille tradition selon laquelle un Noir, censé être intimidé par une femme blanche, n'osera pas lui faire du mal. Les femmes blanches sont emmenées dans les raids du Klan pour que, si jamais les choses dégénèrent, on puisse raconter que le Noir a agressé une femme et que le membre du Klan l'aura bien entendu protégée. M^me^ Stegall avait été amenée comme protection par son mari. Ils essayaient de voir quelles défenses nous préparions pour cette nuit.

Les Noirs dans la rue étaient furieux. Certains d'entre eux avaient été battus en ville. Certains de leurs enfants manquaient à l'appel et certains enfants étaient en prison. Dès que la voiture des Stegall est entrée dans notre rue, elle a été reconnue et stoppée sous la menace de fusils, à moins d'un pâté de maisons de chez moi. À ce moment-là j'étais chez moi et je recevais des coups de téléphone de toute la ville : des appels de parents en pleurs pour leurs enfants qui avaient participé à cette manifestation ; des appels de Noirs racontant qu'ils avaient été battus et demandant quoi

faire, quelle action engager ; des appels de Noirs volontaires pour se battre, des Noirs proposant de former des groupes armés pour défendre la communauté. Quand je n'étais pas au téléphone, je sortais derrière ma maison pour organiser la défense avant la tombée de la nuit.

Quand les Stegall ont été arrêtés, on les a sortis de leur voiture et amenés dans ma cour. Quelqu'un m'a appelé dehors, je suis sorti et j'ai vu tous ces gens qui se pressaient autour des Stegall. J'ai réalisé à quel point ils étaient en colère et j'ai vu le cercle se resserrer autour des Stegall. Je savais que si une seule personne perdait son self-control, les Stegall seraient tués. J'ai commencé à écarter d'eux la foule, forçant les gens à rester hors de portée.

Alors M^me^ Segall a dit : « *On nous a kidnappés !* » Elle n'arrêtait pas de le répéter. J'ai dit : « *Madame, vous n'êtes pas kidnappée. Vous pouvez partir quand vous le voulez, mais il vous faudra traverser cette foule et ces gens sont en colère.* » Elle s'est levée, a regardé la foule et elle a dit : « *Vous devriez nous faire sortir d'ici. Vous pourriez nous faire sortir. Si vous nous faites sortir d'ici, ils nous laisseront tranquilles.* » J'ai dit : « *Madame, ce n'est pas moi qui vous ai amenée ici et je ne vais pas vous en faire sortir. Vous saviez que tous ces gens seraient là ; vous savez qu'il y a des émeutes en ville et vous auriez dû savoir qu'il y avait mieux à faire que de venir dans un endroit comme celui-ci, où les gens sont en colère et bouleversés comme ça. Pour le moment, nous sommes trop occupés à essayer de défendre nos foyers. J'essaie d'installer une ligne de défense et je n'ai pas de temps à perdre avec vous. C'est votre problème.* »

Alors que nous étions en train de parler, un avion est passé au-dessus de nous. C'était probablement un avion du Klan ou du bureau du shérif. Ils utilisent beaucoup d'avions légers et nous recevions constamment des appels menaçant de nous bombarder depuis les airs, puisque ma maison était trop bien gardée pour nous avoir au sol. Alors,

quand cet avion est passé au-dessus de la maison, environ quinze hommes armés de puissants fusils de calibre 30 ont ouvert le feu. M^me^ Stegall s'était montrée offusquée et arrogante mais, en voyant cela, elle a réalisé à quel point la situation était sérieuse, que ces gens étaient en colère et ne plaisantaient vraiment pas. Elle a commencé à trembler de tous ses membres et est devenue presque hystérique. Puis une voiture avec des hommes blancs est passée tout près, en tirant des coups de feu, et environ une vingtaine de gars ont riposté, on pouvait voir des étincelles là où les balles touchaient la voiture. M^me^ Stegall pouvait le voir.

Je suis retourné vers la maison et la foule s'est mise à hurler qu'il fallait tuer les Stegall. Quand j'ai monté les marches du perron, M^me^ Stegall était serrée contre moi, tout contre mon corps, et son mari collé à elle. Ils m'ont suivi à l'intérieur de la maison, pendant que tous ces gens criaient toujours qu'il fallait les tuer. Un homme suppliait que quelqu'un lui donne un fusil et qu'on le laisse, par pitié, qu'on le laisse les tuer.

Il y avait des gens dans cette foule que je n'avais jamais vus auparavant. Des Noirs arrivaient de l'extérieur du comté. Ils venaient d'autres villes, ils téléphonaient de loin en proposant de se joindre au groupe de défense en train de se former. Mais tous les gens qui avaient été régulièrement liés à moi et à la milice étaient à l'arrière de ma maison, car c'était là que nous rassemblions et vérifiions nos armes et nos munitions pour la nuit. La foule de la rue était constituée de Noirs qui étaient devenus furieux et déterminés. Ils n'appartenaient à aucune organisation, à aucun groupe. C'étaient de simples citoyens armés, qui en avaient marre de l'oppression.

Je suis allé au téléphone et ma femme a donné un siège aux Stegall. Quand je suis revenu, la femme insistait encore : « *Si vous nous faites sortir d'ici, tout ira bien pour nous.* » Je lui ai dit une fois de plus que je n'avais pas le temps de la faire sortir. J'ai dit que si j'avais été attrapé dans son quartier

dans des conditions similaires, je serais déjà mort : « *Vous voyez, nous ne sommes même pas à moitié aussi cruels que les vôtres.* » Elle a reconnu que j'avais raison. En tant que chrétienne pratiquante, disait-elle, elle voulait nous aider, et espérait qu'elle pourrait faire quelque chose. J'ai dit que son mari pouvait nous aider. Il a répondu qu'il ne voyait pas ce qu'il pouvait faire, parce qu'il n'était pas très connu autour de Monroe, ils vivaient à Marshville. Elle répétait : « *C'est vous qui êtes Robert Williams !* » Je lui ai dit : « *Oui.* » Elle a dit : « *Je ne vous avais jamais rencontré avant, mais j'ai beaucoup entendu parler de vous.* » « *Toujours en mal* », ai-je dit. « *Oui,* a-t-elle répondu, *je dois admettre que c'était toujours en mal, mais vous ne ressemblez pas au portrait qu'ils font de vous. Vous paraissez être un type bien. Vous êtes beaucoup mieux que je croyais.* »

Le téléphone a sonné de nouveau. C'était le chef de la police, A. A. Mauney : « *Robert, tu as causé beaucoup de troubles raciaux dans cette ville, mais les troupes de l'État vont arriver. Dans trente minutes, tu seras pendu dans le square du tribunal.* » Et il a raccroché.

Quelqu'un d'autre a appelé pour dire que, selon un flash d'information à la télévision, des troupes étaient envoyées pour encercler la ville. Puis une femme a téléphoné, elle voyait les troupes arriver, et la police routière garer des voitures derrière la prison. Un flash à la radio l'a confirmé. Puis l'un de nos gars à la porte m'a appelé. Je suis sorti dans la rue et j'ai observé les alentours. Les deux issues étaient bloquées par des voitures de police. Je me suis rendu compte qu'ils essayaient de me coincer ici jusqu'à ce que les troupes de l'État arrivent. J'ai dit à Mabel, ma femme, que nous devions partir. Je lui ai dit qu'elle n'avait pas le temps de prendre quoi que ce soit, juste de récupérer les enfants. J'ai appelé Julian Mayfield, qui était parti juste après que les Stegall m'eurent suivi à l'intérieur, et lui ai parlé des troupes de l'État qui pénétraient autour de mon quartier, lui conseillant

de quitter Monroe immédiatement pour que, s'il m'arrivait quelque chose, quelqu'un soit disponible pour raconter au monde entier ce qui s'était passé. Puis nous sommes partis.

En fuite, mais pas fugitif

Beaucoup de gens pensent que nous sommes partis parce que nous fuyions une inculpation. Mais la possibilité d'une inculpation ne m'avait même pas effleuré l'esprit à ce moment-là. Rappelez-vous, j'ai quitté Monroe en sachant que j'avais sauvé la vie des Stegall. Nous nous enfuyions à cause de l'attitude de l'État, à cause de l'attitude du chef de la police, à cause de l'absence de loi. Nous n'étions pas au courant de l'accusation avant d'arriver à New York et de l'entendre dans des flashs à la radio et à la télévision. Quand nous avons quitté la Caroline du Nord, nous nous sommes dirigés directement vers New York. Au début j'ai pensé que nous resterions là ; que nous ferions escale à Harlem, et que de là nous lancerions immédiatement une campagne pour expliquer au monde la brutale oppression raciste qui sévissait à Monroe. C'est pour cette raison que j'ai quitté la Caroline du Nord. C'est seulement hors des frontières de l'État que je pourrais organiser une campagne de publicité qui viendrait en aide aux Noirs et aux Freedom Riders, qui se trouvaient à Monroe dans une situation si désespérée d'infériorité numérique. J'ai quitté la Caroline du Nord seulement après que le chef de la police m'a appelé pour me dire que les troupes de l'État arrivaient et que d'ici trente minutes je serais pendu dans le square du tribunal. Je me rappelais les mots d'Hugh B. Cannon lorsque j'avais fait appel à lui pour obtenir la protection de la loi pour le Freedom Rider porté disparu. L'assistant du gouverneur m'avait dit qu'il n'avait rien à fiche de qui que ce soit, que nous avions voulu la violence et que maintenant nous allions l'avoir. Il voulait alors savoir « *pourquoi je n'étais pas encore mort !* » Je ne pensais pas à ce moment-là qu'il puisse y avoir quoi que ce soit de légal dans tout ça.

C'est à New York que, pour la première fois, j'ai pris connaissance de l'inculpation en entendant à la radio que j'étais visé par un avis de recherche, j'avais été inculpé par le grand jury[15] d'Union County pour avoir kidnappé les Stegall.

Le FBI prétend qu'il a pris l'affaire en charge parce que j'étais un fugitif en cavale d'un État à l'autre pour échapper à des poursuites judiciaires. Mais le FBI a techniquement tort, parce que j'ai quitté Monroe tôt cette nuit-là : vers 9 heures du soir. Quand le grand jury m'a mis en accusation à une heure tardive le jour suivant, j'étais déjà à New York. Ce n'est certainement pas en tant qu'inculpé en fuite que j'ai traversé la frontière de l'État de Caroline du Nord.

Mais cette erreur de procédure dans le chef d'accusation fédéral lancé contre moi, afin que je sois « légalement » pourchassé à travers tous les États-Unis, n'a rien de surprenant, quand on pense au caractère complètement fallacieux de l'accusation de kidnapping émise par l'État. Il est très important de noter ce qui s'est immédiatement passé après que j'ai quitté Monroe. J'ai été inculpé sur le témoignage de deux policiers (il n'y a pas de compte rendu d'audience signalant que les Stegall aient jamais comparu devant le grand jury). Ensuite, une fois le mandat émis, près d'une centaine de fonctionnaires de l'État, du gouvernement fédéral et de la police locale, armés de mitraillettes, de fusils antiémeute et de gaz lacrymogènes, ont fait une descente dans ma maison. Ils ne savaient pas que j'étais déjà parti. Ils n'arrivaient pas à croire que je m'étais échappé.

Quand j'ai pris connaissance de l'accusation du grand jury dans les journaux de New York, elle était accompagnée d'interviews de M^me^ Stegall par des journalistes. Je ne sais pas ce que M^me^ Stegall a finalement dit au grand jury, si jamais elle a comparu devant lui. Mais j'affirme qu'elle

15 Jury qui décide de l'inculpation et de la tenue d'un procès ou du non-lieu.

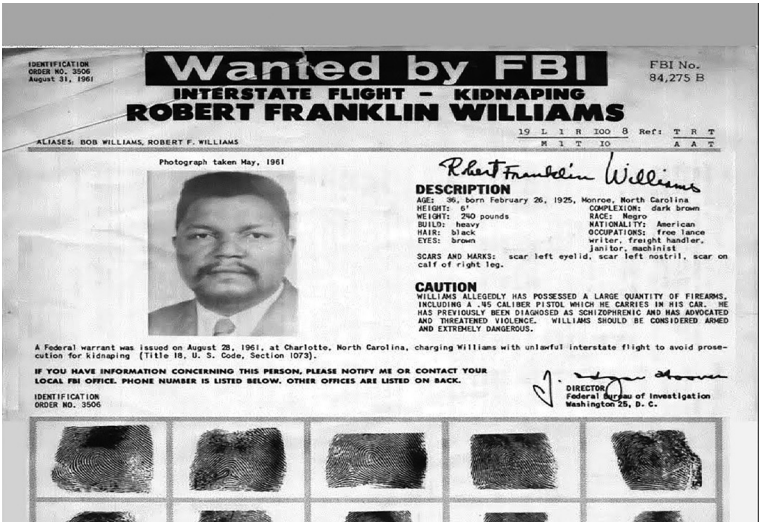
n'a pu maintenir sans dévier son histoire aux journalistes et qu'elle n'a jamais raconté deux fois la même version.

J'ai lu des récits dans le *New York Post,* et dans le *New York Times* le jour suivant, rapportant que, lorsqu'ils avaient interrogé M^me^ Stegall, elle avait dit que j'avais grondé la foule pour les avoir kidnappés, elle et son mari. Pourtant elle allait dans l'autre sens au paragraphe suivant, affirmant que j'étais responsable puisque j'étais le meneur de ces gens-là. Ensuite, j'ai lu qu'elle prétendait qu'on les avait attachés dans ma maison, avec des armes pointées sur eux, et que lorsque j'ai quitté la maison, ils y étaient encore. Mais, après avoir dit qu'ils étaient attachés, elle a ensuite changé de version, disant que je les avais relâchés indemnes et qu'ils étaient partis une heure et demie plus tard.

Par ailleurs, elle donnait des raisons différentes de leur présence dans le quartier noir, au centre des événements. Dans un journal, elle affirmait qu'ils étaient en train de prendre un raccourci. D'après un autre journal, ils s'étaient égarés et ne savaient pas où ils allaient. Mais aucune grand-route ne traverse notre quartier. Les Stegall étaient dans une impasse, à près d'un kilomètre et demi de la grand-route qu'ils auraient dû prendre pour retourner à Marshville. Aucune personne connaissant le comté n'aurait pu se perdre par là. M^me^ Stegall a aussi dit à un journaliste que la maison où j'habitais, dans laquelle j'étais né, avait été vendue à mon père par son père, et qu'elle y avait elle-même vécu autrefois. Dans tous ces récits, c'était toujours M^me^ Stegall qui parlait et la photo de M^me^ Stegall que l'on voyait. M. Stegall, membre notoire du Klan, ne disait jamais rien.

J'ai aussi lu un reportage où M^me^ Stegall, citée par le *Charlotte Observer*, disait que « *Williams faisait seulement semblant d'essayer de nous aider* ». Et comment l'aurait-elle su ? L'une des meilleures preuves que je les aidais, c'est qu'ils étaient indemnes et toujours en vie. Et ils le savent bien.





Affiche du FBI recherchant Robert Williams pour kidnaping

Chapitre 6

Le procès de Monroe : un complot contre les Noirs

Ce qui s'est passé et continue de se passer à Monroe, Caroline du Nord, illustre une vérité ancienne : les mots utilisés en commun par tous les hommes n'ont pas la même signification pour tout le monde. Des hommes se sont engagés dans des luttes mettant leur vie en jeu à cause de différences d'interprétation d'un mot utilisé communément. Le raciste blanc croit en la « liberté », il croit au « procès équitable », il croit en la « justice ». Il croit sincèrement à ces mots et peut les utiliser avec une grande émotion, parce qu'ils signifient sa liberté de raciste blanc de priver les Noirs de leurs droits humains élémentaires. Les procédures de ses tribunaux sont pour lui des « procès équitables », leurs décisions incarnent la « justice » et préservent la suprématie blanche, cet idéal fou des racistes. Dans beaucoup de situations désespérées, quand nos droits constitutionnels étaient niés et nos vies en danger, nous avons fait appel au ministère de la Justice et au FBI pour enquêter sur la situation à Monroe, pour protéger nos vies et pour restaurer nos droits constitutionnels – en d'autres termes, pour administrer la justice. Ils ont toujours rejeté nos appels.

Le ministère de la Justice « Extrêmement dangereux et schizophrène »

Le ministère américain de la Justice s'est montré complice du complot ourdi à Monroe contre les Noirs par le Ku Klux Klan. Après que nous eûmes quitté Monroe, le ministère américain de la Justice, en collaboration avec le chef de la police, A. A. Mauney, a publié 250 000 affiches « *wanted* » (recherché). Sur ces affiches ils me décrivent comme schizophrène. En me décrivant comme schizophrène, ils n'ont

pas dit qui m'avait psychanalysé. Veulent-ils dire que j'ai été diagnostiqué comme schizophrène par le chef semi-illettré de la police de Monroe ?

Le ministère de la Justice a publié ces affiches perfides me décrivant comme extrêmement dangereux. Mais ils n'ont pas pu citer le moindre fait concret. Ils n'ont pas pu citer le moindre antécédent judiciaire. Ils n'ont pas réussi à citer la moindre affaire qui aurait pu justifier cette accusation. Ils n'ont pas réussi à dire quel tort j'avais pu causer à quiconque. C'était parce qu'ils savaient que tout cela n'était que mensonges. Alors, comment le ministère de la Justice des États-Unis pouvait-il faire cela ? Comment pouvait-il être bien intentionné ? Comment pouvait-il être un organe d'investigation impartiale, tout en répandant des mensonges aussi éhontés à travers les États-Unis sans enquêter sur les faits, sans avoir enquêté sur la source de ces mensonges malveillants ?

Sur leurs affiches il y avait des « faits » de ce genre : j'avais une cicatrice au-dessus de l'œil droit, une cicatrice à gauche de la narine et une cicatrice sur la jambe gauche. Tout cela est faux, mais ces mensonges ridicules à propos de cicatrices inexistantes ont contribué à créer une image de « Nègre qui se bat à coups de rasoir », de quelqu'un « d'extrêmement dangereux ». Tout cela montre que le ministère américain de la Justice s'est allié au Ku Klux Klan. Ils étaient tellement sûrs que je ne pourrais pas m'échapper qu'ils justifiaient d'avance ce qu'ils considéraient comme un lynchage légal à la demande du gouvernement des États-Unis. Ils avaient dit que je n'hésiterais pas à tirer, pour justifier que quelqu'un me tire dessus si j'étais placé en garde-à-vue.

Quand je me suis enfui au Canada, ils ont aussi transmis ces mêmes affiches à la police montée royale du Canada. Et, au Canada, il est assez intéressant de noter qu'ils n'ont jamais mentionné le fait que des incidents raciaux avaient eu lieu en Caroline du Nord, ou que le seul crime dont j'étais

coupable était le crime de lutter pour les droits de l'homme dans le Sud. Cela est abondamment prouvé. Depuis que les manifestations de sit-in ont commencé dans le Sud, plus de 5 000 Noirs ont été arrêtés pour avoir lutté pour leurs droits. Presque tous les militants connus dans le Sud ont passé du temps en prison, rien que pour avoir revendiqué leurs droits constitutionnels et humains.

Le ministère de la Justice craignait que les Canadiens, qui n'ont pas autant de préjugés que les Américains blancs, comprennent quel était réellement le fond de cette affaire et ne refusent de coopérer. Il fallait qu'ils fassent croire – c'est le travail du gouvernement des États-Unis par le biais de son agence, le ministère américain de la Justice – que j'étais un criminel de droit commun ayant commis un kidnapping en vue d'une rançon. Ils ont donné l'impression que je me cachais au Canada et que j'étais lourdement armé.

Une fois de plus la question se pose : d'où venait cette information ? Est-ce que le ministère américain de la Justice est allé voir le même chef de la police que je leur avais demandé d'inculper ? Le même chef de la police contre lequel j'avais déposé une déclaration sous serment ? Le même chef de la police dont ils savaient qu'il était mon ennemi et l'ennemi des Noirs, un ami du Ku Klux Klan depuis 1956 ? Sont-ils allés voir un chef de la police parrainé par le Klan pour lui demander des informations contre un militant des droits civiques des États-Unis ? Ils l'ont sûrement fait. Et cela devrait suffire pour faire prendre conscience à beaucoup de gens du fait que le ministère de la Justice des États-Unis est lui-même contaminé par des influences racistes.

Si je n'avais pas pu m'enfuir des États-Unis, je n'aurais jamais eu droit à un procès, encore moins à un procès équitable.

Les autres accusés

M^me^ Stegall a déclaré que ma maison était un « camp retranché ». Mais la descente de police à mon domicile n'est

pas parvenue à présenter la moindre trace d'armes ou de munitions. Alors la police a utilisé ma disparition comme prétexte pour faire une descente dans le reste du quartier ; ils ont mis les maisons sens dessus dessous, terrorisé beaucoup de gens qui n'étaient même pas membres de la milice de défense, mettant sur le gril toute une nuit des gens connus pour être mes adjoints, et confisquant les armes qu'ils trouvaient – des armes que nous possédions légalement.

Les Freedom Riders qui n'étaient pas en prison ont dit que, bien que je sois parti, ils allaient continuer la lutte ; ils allaient poursuivre le combat que nous avions engagé. Ils ont fait cette déclaration au *New York Post* et au *New York Times* le lendemain de mon départ. L'un d'entre eux était John Lowry, étudiant blanc de New York âgé de 20 ans. Deux jours après avoir déclaré que la lutte devait continuer, il a été arrêté et accusé de complicité. Richard Crowder, un jeune homme de 19 ans du quartier, qui avait été élu président du Comité d'action non violente de Monroe, a aussi été inculpé, ainsi qu'Harold Reape, âgé de 17 ans. Ces garçons avaient participé au piquet initial et au sit-in, et ils avaient démontré des qualités de leaders dans cette lutte. C'est pourquoi ils ont été inculpés pour complicité. Mae Mallory, qui a quitté la Caroline du Nord après le début de l'émeute, a elle aussi été accusée de complicité, mais il n'y a pas eu de tentative immédiate pour l'appréhender.

En outre, Albert Rorie (âgé de 17 ans) et Jimmie Covington (15 ans), deux autres jeunes du coin qui avaient participé à toutes ces luttes, ont chacun été accusés d'avoir tiré sur un policier (et inculpés pour ça), bien que la ville de Monroe n'ait pas réussi à présenter plus d'un policier blessé. Jimmie Covington a été transféré en maison de redressement. Albert Rorie a été condamné à cinq ans de prison. Cette affaire est en instance d'appel devant la Cour suprême de l'État.

Richard Griswold de Brooklyn, New York, un autre Freedom Rider blanc arrêté pendant l'émeute le 27, a été presque battu à mort ce jour-là dans la prison d'Union County par un autre prisonnier, un criminel blanc incarcéré pour des accusations de falsification et d'agression. Griswold n'a eu la vie sauve que parce qu'un Freedom Rider, appréhendé lui aussi, est passé devant la cellule dans laquelle Griswold était allongé, couvert de sang et à demi-inconscient. Le deuxième Freedom Rider, Kenneth Shilman, a commencé à crier à pleins poumons, demandant que Griswold soit changé de cellule avant qu'on le tue. Le gardien a obtempéré, parce qu'il a pensé que l'étudiant blanc allait mourir, et qu'alors il y aurait vraiment des problèmes.

Dès le jour suivant, les différentes autorités policières (de la ville, du comté, de l'État et fédérales) se sont envoyé entre elles des télégrammes de félicitations sur la façon dont l'ordre et la loi avaient été rétablis à Monroe. Et, la semaine suivant les émeutes, chaque employé du bureau du shérif a été récompensé par une prime de 100 dollars, par le conseil des commissaires du comté. Ce bonus était une *« rétribution pour services spéciaux rendus pendant la "crise raciale" de Monroe »*.

Près de trois semaines plus tard, le CAMD[16] a reçu une confession manuscrite signée d'Howard Stack, le prisonnier blanc qui avait été codétenu de Griswold.

Stack reconnaissait avoir battu Griswold à la demande de la police de Monroe, qui lui avait promis, en échange du tabassage, d'abandonner les charges contre lui et de le relâcher immédiatement. Stack a envoyé cette confession au CAMD parce que, deux semaines après avoir été libéré, il avait été à nouveau arrêté, et condamné pour les mêmes accusations qui étaient censées abandonnées.

16 CAMD *(Committee to Aid the Monroe Defendants)* : Comité d'aide aux accusés de Monroe.

Conrad Lynn a fait suivre l'original de la confession au procureur général Robert Kennedy, et a demandé une enquête immédiate sur le service de police de Monroe. Le ministère de la Justice n'a jamais accusé réception de la confession. Des agents du FBI sont effectivement venus prendre des dépositions et ont même interrogé Stack. Entretemps, les autorités d'Union County ont rapidement transféré Stack dans une institution psychiatrique, et le ministère de la Justice a finalement informé Lynn que le dossier était clos.

Le spectre des fusils russes

Bientôt, différents journaux aux États-Unis ont commencé à publier des déclarations d'agents de la police locale selon lesquelles, au cours de leur descente dans notre communauté, ils avaient découvert et saisi notre armurerie secrète : des fusils russes avec l'emblème de la faucille et du marteau. Ils ont laissé entendre que ces armes étaient fournies par une sorte de sinistre complot communiste international. L'insinuation faisait état d'une cache secrète d'armes que Moscou nous aurait expédiées directement. C'était pure diffamation. Ils ont omis d'informer que beaucoup de nos fusils étaient de diverses marques étrangères. Ils ont oublié de préciser que nous avions des fusils venant de surplus britanniques, avec l'insigne de la Couronne. Pourquoi n'ont-ils pas considéré que nous étions des agents de la reine, qui espéraient restaurer la monarchie en Amérique ? Ils n'ont pas non plus mentionné nos fusils de fabrication italienne. Ils ont omis de mentionner que nous avions aussi des fusils allemands avec l'insigne nazi. C'étaient des armes de la Deuxième Guerre mondiale, des Mauser. Ils n'ont pas jugé important de préciser que nous avions de telles armes, ou alors peut-être qu'ils voyaient d'un bon œil ces fusils avec l'insigne nazi ? Ils ont aussi oublié de préciser que nous avions des fusils issus des surplus de l'armée des États-Unis, le fusil M-1 avec l'insigne de l'armée U.S. Pourquoi n'ont-ils

pas essayé de nous impliquer dans un complot avec l'armée américaine ?

Ils ont mentionné uniquement les fusils d'origine russe, dans le but de calomnier notre mouvement d'autodéfense. C'était une tactique pour déclencher l'hystérie parmi les racistes, et pour induire en erreur le peuple américain. C'était une tentative de parasiter notre combat pour la survie en suscitant des émotions artificielles liées à la guerre froide. C'était une tentative de faire croire au peuple américain que le mouvement d'autodéfense de Monroe était une grave menace pour sa sécurité.

La simple vérité, c'est qu'on peut acheter ces fusils dans des magasins de surplus de l'armée et de la marine, et dans des quincailleries ordinaires, à travers tous les États-Unis. Ces fusils ont été achetés légalement, y compris les fusils russes avec l'emblème de la faucille et du marteau. J'ai reçu des factures où figuraient les numéros de ces fusils russes.

Cela n'avait rien d'une livraison spéciale secrète, ou d'une armurerie clandestine. Nous avions depuis 1957 un club de tir avec le statut de membre de l'Association nationale de tir (National Rifle Association). Nous avions l'autorisation d'avoir des fusils. Nous pratiquions le tir sur cible. Il y a trois autres clubs de tir à Monroe, trois clubs de tir blancs. Les Blancs ont même deux champs de tir spécialisés pratiquant la ségrégation. Mais pas un seul journal n'a mentionné ces faits.

Des journaux comme le *New York Post* ont commencé à pleurer et sangloter de façon hystérique sur le fait qu'on ait trouvé des fusils russes, mais ils ont omis de préciser que ces fusils avaient été achetés en toute transparence dans des magasins aux États-Unis. Ces fusils russes n'étaient pas des armes automatiques. C'étaient des modèles à répétition utilisés pour le sport et le tir de précision, et ils avaient remporté cinq des six épreuves aux jeux Olympiques de 1959. Ce type de fusil, appelé 6.53, n'est même pas utilisé dans

l'armée russe. La calomnie des « fusils russes » a été diffusée par des journalistes à sensation qui, en somme, ne trouvaient rien de sensationnel au fait que des policiers arment des nervis blancs pour attaquer des étudiants non-violents à Monroe.

J'ai une photo, prise dans un récent numéro du *Toronto Star,* de membres des soi-disant Minute Men américains, organisation fascisante en lien avec la John Birch Society[17]. La photo montre les Minute Men à l'entraînement dans l'État de l'Illinois. Pas dans l'État du Mississippi, pas dans l'État de l'Alabama ou de la Caroline du Sud, mais dans l'État de l'Illinois. Ces gens sont équipés de mitrailleuses et de fusils automatiques, y compris le fusil automatique Johnson, et ils tirent avec des mortiers de 65 mm de l'armée US. Ils utilisent ces mortiers sur des champs de tir aménagés et ils tirent de véritables munitions. Où se sont-ils procuré ces mortiers ? Où se sont-ils procuré ces munitions ? Aucun magasin de surplus aux États-Unis ne vend de mortier ou de vrais obus. Où ont-ils eu leurs mitrailleuses et leurs fusils automatiques, dont beaucoup d'exemplaires sont toujours utilisés par les forces armées des États-Unis ? À la différence de nos armes, les fusils automatiques et les mitrailleuses ne sont pas censées être possédés par des civils. Cela est spécifié par la loi fédérale.

Ces hommes portent des casques d'acier réglementaires et sont habillés d'uniformes issus des surplus de l'armée U.S. La seule différence, c'est qu'ils ont leur propre insigne de Minute Men. Ces hommes ont levé et mobilisé leur propre armée privée. Certains des 5 000 hommes recrutés à Monroe pour attaquer les Freedom Riders étaient membres de cette organisation fascisante des Minute Men.

Personne n'a été bouleversé par cela. Aucun de ces journaux au ton dévot, si intéressés par le bien-être et la sécurité

17 *John Birch Society :* organisation anticommuniste américaine fondée en 1958.

du peuple américain, n'a soufflé mot des Minute Men introduits à Monroe. Ces Minute Men se sont armés et entraînés sur le terrain avec des armes lourdes. Pour quelle raison ? Pourquoi tolère-t-on cela aux États-Unis ? Les Minute Men disent qu'ils se mobilisent pour combattre le communisme ou une possible invasion des États-Unis par les communistes. Il faudrait qu'un Américain soit vraiment bien naïf pour croire que, si le corps des Marines américains, l'infanterie, la marine de guerre et l'armée de l'air étaient incapables d'arrêter une hypothétique invasion, une poignée de vieilles femmes en tennis adhérentes de la John Birch Society et leurs unités de Minute Men pourraient bon Dieu les arrêter

Toute personne ayant trois sous de logique peut voir que les Minute Men racistes sont armés et entraînés pour des pogroms. Ils sont en train de constituer une avant-garde fasciste, qui se retournera un jour contre tous les Afro-Américains et les Américains blancs qui ne seront pas dans la ligne. Et ne pas être dans la ligne, cela veut dire revendiquer de façon militante ses droits constitutionnels. Ces types des Minute Men seront ceux qui feront le sale boulot. Tout comme il y avait des unités spéciales chargées de faire fonctionner les fours crématoires pour les Juifs dans l'Allemagne nazie, de même des « unités spéciales » seront créées pour s'occuper des « trouble-fête » dans une Amérique fasciste. Cela doit être fait en dehors de la juridiction des forces armées, parce que les forces armées U.S. sont intégrées à l'État. Mais les organisations des Minute Men n'y sont pas intégrées. Ce sera comme l'armée française et l'OAS en Algérie. Ils détourneront le regard, comme la Wehrmacht avec le corps des SS à l'époque de Hitler. Les forces armées des États-Unis, les autorités policières, le ministère de la Justice détourneront le regard et ils diront : « Nous sommes désolés, mais nous avons fait tout ce que nous avons pu pour éviter la violence. » Les Minute Men ont des armes purement

américaines, à 100 %, et les journaux ont du mal à trouver une raison de dénoncer leurs activités.

Mais quand les Noirs de Monroe, inférieurs en nombre et en armement, se sont vaillamment levés pour défendre leurs foyers, leurs familles et leurs propres personnes, leurs efforts d'autodéfense ont été méprisés par la presse, et on a insinué calomnieusement contre eux que leurs armes auraient été fournies par quelque insidieux complot communiste.

Tous les Américains, et pas seulement les Afro-Américains, doivent réaliser que si nous n'avions pas été armés dans cette ville de Monroe, Union County, Caroline du Nord, le 27 août dernier, il y aurait eu un massacre de masse. La seule raison pour laquelle la foule raciste a perdu de son allant dans son projet d'attaque contre la communauté noire, c'est que, nous sachant bien armés, ils n'ont pas supporté l'idée d'affronter la violence.

Ce sont des gens qui aimeraient agir avec violence contre les autres, mais être protégés eux-mêmes de la violence. Ce sont ces gens qui adorent quand des Noirs pacifistes tendent l'autre joue.

Nos entraînements et notre constante vigilance armée pour protéger nos maisons des attaques étaient complètement déconnectés de la campagne des Freedom Riders et de nos étudiants locaux, qui faisaient le piquet et manifestaient sur une base non-violente. Nous nous sommes armés uniquement pour nous défendre. Et si nous n'avions pas été armés, nous aurions été les victimes de l'un des premiers pogroms modernes contre les Afro-Américains. Laissons les journaux gémir et se lamenter sur nos fusils avec l'insigne communiste. Peu m'importe quelle sorte d'insigne figurait sur les fusils. Ils étaient pour nous un cadeau du ciel, ce dimanche 27 août 1961.

Le Canada, puis Cuba

Quand j'ai réalisé que ce n'était plus une affaire locale, que le gouvernement américain était entré en scène et était

aussi déterminé à me détruire que le Ku Klux Klan, j'ai décidé que je devais quitter New York et que le meilleur endroit où aller serait le Canada.

Je pensais que le peuple canadien serait compréhensif. Je me suis aussi souvenu que le Canada avait été un lieu de refuge pour les Noirs fugitifs qui utilisaient le « chemin de fer souterrain » au temps de l'esclavage aux États-Unis. Alors je suis parti pour le Canada avec mon épouse Mabel. Je me sentais en sécurité au Canada. Pendant quelques jours, j'ai vécu une vie normale. Je suis allé en ville faire du lèche-vitrines. J'ai assisté à un meeting aérien et suis allé au parc et à la plage. Il me semblait que j'étais totalement en sécurité. Je pensais qu'il y avait une possibilité pour moi de rester au Canada, puisque les charges contre moi étaient forgées de toutes pièces.

Un matin, à ma grande surprise, je tombai sur une immense photo de moi à la une d'un journal canadien. Le récit qui accompagnait la photo disait que j'étais un odieux kidnappeur et que le ministère de la Justice des États-Unis avait fait appel à la police montée royale canadienne pour m'appréhender. Il me décrivait comme un manœuvre et un débardeur. Il ne précisait pas que j'étais le président de la section d'Union County de la NAACP. Il ne précisait pas non plus que j'avais rédigé, mis en page et publié un bulletin d'information.

La police montée royale canadienne a lancé des recherches, aussi féroces et menées avec autant d'énergie que celles du FBI. Comme beaucoup de Canadiens réalisaient ce qu'était la situation raciale aux États-Unis et sympathisaient avec moi, la police montée royale canadienne a commencé à fouiller des maisons. Ils ont même perquisitionné une église à Toronto (et interrogé le pasteur) où j'avais fait une apparition lors d'une tournée de conférences l'été précédent. J'ai jugé que le Canada ne serait pas plus sûr que les États-Unis. J'avais élaboré des plans avec des sympathisants canadiens

pour combattre la procédure d'extradition, si j'étais appréhendé au Canada. Ils étaient disposés à démontrer que les autorités essayaient de me renvoyer vers la violence, la brutalité, et l'oppression raciale du Sud, et ils avaient engagé pour moi au Canada des avocats qui étaient prêts à entreprendre une action judiciaire immédiate dans l'éventualité de mon arrestation. Mais par chance, j'ai pu quitter le Canada.

Quand j'ai réalisé que je ne serais pas en sécurité au Canada, je me suis souvenu de mes deux voyages à Cuba. Je ne trouvais aucun autre endroit dans l'hémisphère occidental où un Noir serait traité comme un être humain, où l'on comprendrait le problème racial, et où les gens ne me considéreraient pas comme un criminel, mais comme la victime d'une fausse accusation – accusation destinée à écraser les militants connus qui commençaient à construire un nouveau mouvement, un nouveau mouvement militant visant la libération totale des Afro-Américains.

Puisque toute la côte est du Canada était surveillée par le FBI et la police montée royale du Canada, j'ai traversé le Canada jusqu'à la côte ouest, je suis entré à nouveau aux États-Unis et suis parti au Mexique et, de là, à Cuba. La raison pour laquelle je suis venu à Cuba, c'est que je n'avais pas d'alternative.

La complicité du gouverneur de l'Ohio

Peu de temps après que Cuba annonça qu'il m'avait accordé l'asile politique, M^me^ Mae Mallory fut arrêtée par des agents du FBI à Cleveland, Ohio, où elle était allée se réfugier. L'État de Caroline du Nord a immédiatement demandé son extradition vers Union County pour qu'elle comparaisse en justice.

Si M^me^ Mallory est extradée, elle rejoindra Lowry, Reape et Crowder et sera jugée à une date encore indéterminée dans un tribunal de Caroline du Nord, où ils n'ont aucune chance d'obtenir justice, particulièrement dans les conditions que j'ai décrites. La pression monte très fort dans le

pays. Beaucoup de gens s'apprêtent à protester contre ce déni de justice, puisque ces accusations sont passibles de la prison à vie.

Dès que M^me^ Mallory a été arrêtée à Cleveland, il y a eu d'importantes protestations dans l'Ohio. En réponse à cette pression de la communauté afro-américaine, le révérend Martin Luther King Jr a signé une pétition du CAMD demandant au gouverneur Michael DiSalle de ne pas extrader Mae Mallory. M^me^ Mallory s'est vu accorder une audience au tribunal administratif et, deux mois plus tard, le gouverneur DiSalle a pris sa décision. C'était d'extrader M^me^ Mallory et de la renvoyer à Monroe.

Malgré des milliers de signatures de pétition, de télégrammes et de lettres de protestation de la part de syndicats, d'organisations de défense des libertés civiles et de groupes issus de la société civile, non seulement à Cleveland mais dans tout le pays, le gouverneur DiSalle a pris sa décision et refusé de faire machine arrière. Le gouverneur DiSalle justifiait sa décision sur la base de deux conversations téléphoniques avec le gouverneur de Caroline du Nord, Terry Sanford, qui « assurait » au gouverneur DiSalle que « *M^me^ Mallory aurait droit à un procès équitable dans un tribunal de Caroline du Nord* ».

Est-ce que ce grand libéral de gouverneur de l'Ohio croit vraiment que les Noirs peuvent obtenir justice dans les tribunaux de Caroline du Nord, juste parce que le gouverneur de cet État lui a assuré qu'une telle justice existe ? La Caroline du Nord est un État où un homme noir a été inculpé et condamné à cinq ans de prison parce qu'on a dit qu'il avait lorgné une femme blanche, qu'il l'avait regardée avec trop d'attention. Malgré le fait qu'il se trouvait à 25 mètres, il a quand même été inculpé par un tribunal supérieur de l'État et condamné à cinq ans.

C'est aussi un État où, il y a tout juste deux ans, une jeune fille noire de 17 ans a été battue à mort en prison par un

gardien, parce qu'elle se plaignait de la mauvaise nourriture de la prison. L'État a conclu une transaction à l'amiable avec ses parents. On a payé à ses parents 1 900 dollars de dédommagement pour avoir tué leur fille.

De toute évidence, voilà la conception que le gouverneur DiSalle a d'une justice « assurée » aux Noirs. Trouve-t-il encore plus rassurants les exemples de la soi-disant « justice » de Caroline du Nord qui se sont produits depuis les coups montés du mois d'août ?

C'est un État où au début de l'automne, tandis que le gouverneur DiSalle s'entretenait au téléphone avec le gouverneur Terry Sanford et « *examinait avec attention le dossier de la Caroline du Nord en matière d'administration de la justice* », une jeune fille, une mineure noire, violée par quatre hommes blancs qu'elle pouvait formellement identifier, n'a pas pu obtenir justice d'une quelconque administration chargée de faire appliquer la loi en Caroline du Nord. Quand elle s'est rendue à la police de Marshville, au bureau du shérif d'Union County, et finalement au FBI, et qu'elle leur a dit qu'elle avait été violée, en leur donnant les noms des hommes qui l'avaient violée, ils ont tous refusé de faire quoi que ce soit. Le bureau local du FBI a refusé en disant qu'il s'agissait d'une affaire locale. Finalement, comme la pression de la communauté noire menaçait de devenir explosive, l'un des hommes a été inculpé, amené au tribunal et acquitté en cinq minutes.

Dans ce même État, quelques semaines à peine après que le gouverneur DiSalle a pris la décision d'extrader Mae Mallory, un Noir âgé de 20 ans a été accusé de viol et condamné à une peine de prison de dix à vingt ans. Bien que la femme blanche impliquée ait affirmé à plusieurs reprises au tribunal que ce n'était pas lui qui l'avait violée, le jury blanc a conclu à un verdict de culpabilité. Ils ont fait cela parce qu'ils savaient que l'accusé et la femme étaient des amis de longue date – chose que ces gens-là ne peuvent tolérer.

À la même période, dans ce même État de Caroline du Nord, dans cette même ville de Monroe, un autre jeune Noir, détenu en isolement pendant vingt jours sur de fausses accusations, a reçu une balle dans la jambe, tirée par un policier, en essayant de s'échapper du cachot dans lequel il était maintenu à l'isolement – la même cellule dans laquelle Richard Griswold avait été battu si brutalement. Aucun avocat de Caroline du Nord ne voulait représenter ce garçon, Jayvan Covington. Finalement, deux jeunes avocats de Washington D.C. ont offert leurs services en tant que défenseurs, une semaine seulement avant la date prévue pour le procès, mais la cour a refusé de leur accorder plus de temps pour préparer la défense. Jayvan Covington a été jugé coupable de trois infractions majeures et été condamné pour deux autres délits : résistance à l'arrestation – il voulait savoir pourquoi on l'arrêtait – et tentative d'évasion. Il a été condamné sur ces accusations à une peine de sept à dix ans. Quand il a fait appel, on lui a réclamé une caution de 15 500 dollars pour suspendre le jugement. Si bien que Jayvan Codington est toujours en cellule, et il a récemment été menacé d'une accusation supplémentaire pour « menaces dissimulées » s'il va jusqu'au bout de cet appel.

C'est la même loi, le même tribunal qui a fixé à 2 000 dollars la caution d'un homme blanc, membre connu du Klan, qui était accusé de meurtre, accusé d'avoir tué un homme noir en lui tirant une balle dans la nuque. Cet homme blanc ne nie même pas avoir tiré : il prétend qu'il a surpris le Noir en train de jeter un coup d'œil à l'intérieur d'un bordel local. Une semaine auparavant, un autre Noir a été blessé d'un tir dans la hanche et est dans un état grave. Pourtant il est en prison, incapable de réunir une caution de 8 000 dollars, tandis que l'homme blanc qui lui a tiré dessus est libre : il prétend qu'il a tiré sur le Noir parce qu'il tentait de pénétrer par effraction, ou parce qu'il jetait un coup d'œil. Le

tribunal de Monroe n'a pas encore décidé quelle qualification paraîtra la plus crédible au procès.

Voilà la Caroline du Nord, l'État où le deuxième personnage du gouvernement a exprimé sa surprise que je sois toujours en vie, quand nous avons fait appel à lui pour la simple application de la loi et de l'ordre. C'est à ce monde-là que le gouverneur Sanford voudrait renvoyer Mae Mallory. C'est ce genre de justice qu'on réserve aux jeunes Noirs, ainsi qu'à John Lowry, qui affrontent aujourd'hui un procès là-bas.

L'affaire Mallory nous rappelle une fois de plus qu'aucun Afro-Américain n'est hors de portée de la justice du Klan, tant qu'il est sur un territoire où officient des racistes. Le fait qu'un État du Nord collabore avec le Sud pour un lynchage légal est en soi une condamnation de la justice américaine. L'affaire Mallory prouve que même un État nordiste comme l'Ohio aide les racistes. Terry Sanford sait qu'il peut compter sur un compère démocrate comme DiSalle pour lui renvoyer les esclaves fugitifs.

Au monde entier : « Observez bien Monroe »

À une date qui sera fixée après le retour de Mae Mallory en Caroline du Nord, mes co-accusés seront traduits en justice devant un tribunal de Monroe, Caroline du Nord. Seule l'opinion publique mondiale, alertée et scandalisée, peut éventuellement les sauver de la machination fatale que les autorités ont organisée. Seule une opinion mondiale attentive, au regard pointé sur ce tribunal de Monroe, peut éventuellement refréner les autorités racistes.

Nous demandons au monde entier de bien observer Monroe, de marquer son indignation et sa consternation quant à la façon dont un gouvernement qui se prétend leader du « monde libre » persécute sa jeunesse qui se bat pour la liberté.

Nous avons lancé une campagne mondiale pour la signature d'une pétition qui sera présentée à la commission des droits de l'homme des Nations unies. Elle exige une enquête

internationale immédiate sur le déni des droits de l'homme à Monroe. Nous demandons aux organisations ouvrières, aux comités pour les droits de l'homme et aux organisations étudiantes du monde entier de se joindre à cette protestation.

Notre seul espoir pour les accusés de Monroe, c'est que les États-Unis soient assez civilisés et réceptifs pour prendre conscience que le monde entier est écœuré par la façon dont ils traitent les Afro-Américains. Nous espérons que la pression de la réprobation mondiale forcera le gouvernement américain à leur rendre justice indépendamment de leur race, indépendamment de leur rôle en tant que combattants de la liberté, indépendamment de leur contestation d'un système raciste, et qu'ils seront réintégrés dans la société honnête des gens qui croient à la justice sociale.

Cette tactique n'est pas nouvelle. La protestation mondiale a sauvé deux jeunes garçons de condamnations à quatorze ans de maison de correction dans « l'affaire du baiser » de Monroe. En 1960, quand les autorités de la ville de Monroe ont projeté un « plan de rénovation urbaine » faisant appel à des fonds fédéraux « d'élimination des taudis » pour condamner et détruire les maisons de la communauté noire, nous avons télégraphié un appel de protestation au membre honoraire de la NAACP Jawaharlal Nehru, qui au même moment avait invité en Inde le président Eisenhower. L'administration fédérale pour le logement a par la suite refusé d'approuver le projet de Monroe. En 1961, après le fiasco de l'invasion de Cuba, quand le président Kennedy a justifié l'intervention américaine par « la cause de la liberté », nous avons envoyé au président un télégramme ouvert (lu aux Nations unies) réclamant une quantité égale de chars américains, d'avions, d'artillerie, de mitrailleuses et de troupes de mercenaires pour combattre le Klan en Caroline du Nord.

La seule différence, cette fois, c'est que nous allons mobiliser l'opinion sur une plus grande échelle. Quand les

racistes m'ont contraint à l'exil, ils m'ont involontairement offert un plus vaste champ de bataille.

Le moment est venu d'organiser des manifestations comme celle que nous avons faite aux Nations unies pour protester contre le lynchage de Patrice Lumumba. Nous devons faire preuve d'un type de courage qui, devant le monde entier, fera honte à cette nation. Dans cette période nous identifierons toujours plus notre lutte de libération avec la lutte de nos frères d'Afrique et avec la lutte des opprimés d'Asie et d'Amérique du Sud. Eux aussi, à leur tour, identifieront toujours plus leur lutte avec la nôtre. Le gouvernement américain a assez de pouvoir pour éliminer en une nuit la discrimination raciale. Mais il tolère et soutient Jim Crow.

Ce gouvernement va découvrir de plus en plus que toute action discriminatoire contre les Afro-Américains, tolérée ou soutenue par lui, sera interprétée comme un crime contre leurs frères par les peuples de couleur « non-alignés » qu'il désire tant influencer.



THE CRUSADER

NEWSLETTER

ROBERT F. WILLIAMS, Publisher — IN EXILE —

VOL. 8 — No. 1 OCTOBER 1966

CHINA'S 17TH ANNIVERSARY: AFRO-AMERICANS REPRESENTED

The Chinese Proletarian Cultural Revolution is bringing many progressive changes to the new society. It is establishing a new base for world revolution. The colossal mass celebration of the 17th Anniversary of the People's Republic of China, comprising one and a half million participants, offers strong proof of the new emphasis on people's struggle and universal solidarity on all anti-imperialist and anti-racist fronts. For the first time in its 17 year history, some foreign freedom fighters were also invited to speak to the mammoth Anniversary rally.

Chairman Mao looks on as Afro-American addresses 17th Anniversary Rally



The Crusader

MONTHLY NEWSLETTER

ROBERT F. WILLIAMS, Publisher —IN EXILE—

VOL. 5 — No. 4 — MAY-JUNE 1964

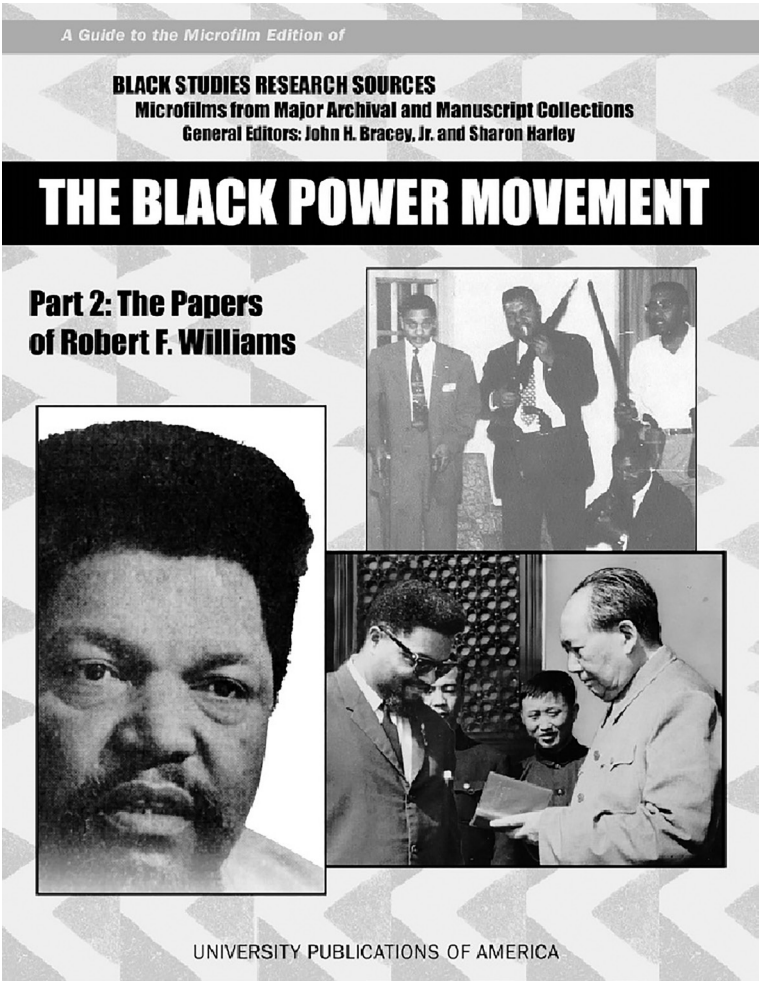
USA: THE POTENTIAL OF A MINORITY REVOLUTION

When the brutally oppressed Afroamerican speaks of violent resistance to savage racial dehumanization, he reaps a whirlwind of reasons and causes why such a reaction

THE RACIST U.S.A. - THE TORCH OF RETRIBUTION!

supposedly is insane and suicidal. There is no end to the stereotyped polemics and heated opposition that beclouds a rational and objective discourse on the subject. From the

The Crusader (Le Croisé), journal publié par Robert F. Williams



Recueil sur le Mouvement Black Power, avec les « Papiers de Robert F. Williams ». Sur la couverture, la photo en haut à droite a été prise en 1961 à Monroe.

Chapitre 7

L'autodéfense : une tradition américaine

On ne peut desserrer le carcan de l'oppression par un appel à la conscience de l'oppresseur. Le changement social dans un domaine aussi fondamental que l'oppression raciale implique la violence. On ne peut ici progresser sans violence et sans soulèvement, parce que c'est pour les uns une lutte pour la survie et pour les autres une lutte pour la libération. Les pouvoirs en place sont toujours brutaux et impitoyables dans la défense de leur position et de leurs privilèges. Ce n'est pas une règle abstraite que les Américains doivent méditer. C'est une vérité qui a été démontrée à la naissance de l'Amérique et qui a continué à être démontrée, à maintes reprises, au cours de notre histoire. Le principe de l'autodéfense est une tradition américaine qui remonte à Lexington et à Concord[18].

Des esprits déformés par le racisme

Nous avons réussi à comprendre la nature du racisme. C'est une psychose de masse. Quand j'ai décrit la condition raciale aux États-Unis devant des journalistes étrangers, des Cubains et d'autres Latino-Américains, ils ont été choqués d'apprendre la profondeur de la haine raciale en Amérique. Quand, pour illustrer cela, j'ai cité des situations aussi extrêmes que la ségrégation pour les lignes téléphoniques groupées à Union County, ou le cimetière ségrégué pour les animaux de compagnie à Washington, D.C., où un Afro-Américain ne peut pas enterrer son chien, ils ont trouvé ces choses-là aussi comiques que pitoyables.

De tels exemples de la mentalité raciste n'apparaissent comiques que lorsqu'on les considère comme des

18 Lexington et Concord sont les deux premières batailles de la guerre d'Indépendance des États-Unis.

phénomènes isolés. En vérité, ce sont des applications parfaitement logiques des principes qui constituent la mentalité raciste. Considérez le phénomène de ce point de vue, et ce sont les inventions logiques d'un esprit complètement malade. Le raciste est un homme rendu fou hystérique à l'idée d'être en contact humain sur un pied d'égalité avec les Noirs. Et cette maladie mentale de masse qui s'appelle le racisme est une part très importante du mode de vie américain (American way of life).

Quand la libération des Afro-Américains sera finalement réalisée aux États-Unis, l'un des nombreux projets à mettre en œuvre dans une telle société sera une sorte d'institution qui redressera ces Américains dont l'esprit est totalement déformé par le racisme. D'une façon ou d'une autre, on trouvera un moyen de rendre à ces gens aliénés leur intégrité et leur bien-être.

« Nous devons créer un militantisme noir... »

Le moment est venu pour les Afro-Américains de passer à l'action. Notre sentiment de conscience nationale et de militantisme va croissant. Je parle de masses de gens, les masses d'Afro-Américains que je connais et que j'ai rencontrés : à Jacksonville, Floride ; à Atlanta, Savannah et Macon, Georgie ; à Columbia, Charleston et Greenville, Caroline du Sud. Les Noirs opprimés et exploités que j'ai rencontrés dans les rues de Harlem, dans les rues de Detroit et à Chicago. Et je parle des gens de Monroe où, il y a cinq ans, quand j'ai commencé à parler dans la rue d'autodéfense, beaucoup de mes voisins noirs s'éloignaient pour m'éviter. Aujourd'hui, malgré la chasse à l'homme du FBI et mon exil, malgré les coups montés des arrestations et les coups de feu qui ont suivi, malgré les campagnes d'intimidation comme celle pour expulser de Monroe M^me^ Johnson de l'équipe du Crusader, malgré tout cela, le Monroe noir continue sa lutte.

En tant qu'éditeur du *Crusader*, je suis allé dans le Sud à l'automne de 1960, au plus profond du pays de Jim Crow[19], pour étudier le combat pour la liberté. J'ai été en prise directe avec ce nouvel état d'esprit merveilleux qui se lève à travers tout Dixie – cette détermination à briser les chaînes de la servitude, et l'esprit de bravoure d'un peuple, de gens qui il y a quelques années à peine étaient des péones soumis dans ce no man's land de la civilisation. Quotidiennement, j'ai vu exploser le vieux mythe selon lequel les Afro-Américains seraient incapables d'unité et d'action.

À Savannah, un leader de la NAACP a fait un don de 30 000 dollars à la section locale. La section a un employé à plein temps et un ensemble de bureaux. Ceux qui ont tenu des piquets et des sit-in ont été battus et des emplois ont été perdus, mais la lutte continue. Le leader ne craint pas la violence à son égard, parce que les gens sont avec lui. Dans cette ville, un dirigeant syndical afro-américain a dit qu'il est désormais admis par les masses afro-américaines que « *nous devons nous défendre contre la violence par la violence* ». Beaucoup d'entre eux disent maintenant que le raciste américain blanc mérite d'être « flagellé » un bon coup pour le faire redescendre sur terre et casser ses rêves délirants de suprématie blanche.

J'ai appris à Atlanta que M. Elijah Muhammed[20] avait fait forte impression et que beaucoup d'Afro-Américains apprennent, à la consternation et à l'embarras des dirigeants noirs respectables, qu'il a mieux à offrir que d'impuissantes prières pour notre délivrance. Un pasteur connu de Caroline du Sud a dit : « *Notre principale pierre d'achoppement, c'est le pasteur style Oncle Tom : les gens doivent cesser de financer ces traîtres.* » À Atlanta, un professeur d'université,

19 Jim Crowland : le pays de Jim Crow, à savoir les États du Sud où régnait la ségrégation.

20 Elijah Muhammed (1897-1975) : fondateur des Musulmans noirs *(Black Muslims).*

galvanisé par ce nouvel état d'esprit chez les Noirs, espérait de tout son cœur qu'une nouvelle direction militante remplace les vieux Oncles Tom dont les jours étaient comptés, il en était convaincu.

Il y a des exceptions parmi nous. Les Oncles Tom, les Judas, et les Quisling[21] de l'« élite » noire nieront cet éveil de la conscience. Ils font tout leur possible pour faire croire aux Américains blancs que ce n'est pas vrai, tout en s'excusant pour nous auprès de ceux-là mêmes qui nous oppriment. Certains de ces Noirs « responsables » ont peur que l'action militante ne cause du tort à « d'amicales relations raciales ». Ils se plaignent que les relations raciales puissent se détériorer au point que beaucoup de Noirs perdent leur boulot. Ce qu'ils pensent, c'est qu'ils risquent de perdre leur boulot. Pour les ouvriers noirs, qui sont les premiers à être licenciés et les derniers à être embauchés, éventuellement, la situation est si mauvaise qu'elle ne peut pas empirer.

Nous réalisons qu'il doit y avoir dans nos propres rangs une lutte pour arracher la direction des mains des Quisling noirs qui nous trahissent. Alors, les libéraux blancs qui déversent sur notre lutte au Sud des centaines de milliers de dollars, pour nous convertir au pacifisme, devront accepter notre point de vue sur la situation, ou abandonner leurs prétentions libérales.

Pourquoi les libéraux blancs nous demandent-ils d'être non-violents ? Nous ne sommes pas les agresseurs ; nous avons été victimes pendant plus de 300 ans ! Pourtant personne ne dépense de l'argent pour aller dans le Sud demander aux racistes d'être des martyrs ou des pacifistes. Mais ils vont toujours vers les Noirs foulés aux pieds, qui sont déjà opprimés et trop soumis en tant que groupe, et ils leur demandent de ne pas riposter. On dirait qu'il y a là l'exemple d'une sorte d'étrange convergence d'intérêts,

21 Vidkun Quisling (1887-1945) : Premier ministre norvégien qui collabora avec les nazis.

quand des Blancs prêchent une doctrine spéciale pour les Noirs. Comme le choix de la doctrine religieuse, quand les propriétaires de plantations ont veillé à christianiser les esclaves. Au lieu des doctrines qui ont produit cet état d'esprit rude, farouchement indépendant et épris de justice, qui pour nous caractérise dans l'Amérique coloniale la conscience de la Nouvelle-Angleterre, les esclaves ont été endoctrinés dans la variété la plus soumise de christianisme : « Aie confiance en ton maître » et « Après ta mort, au ciel le réconfort ».

C'est parce que notre militantisme se renforce qu'ils dépensent des centaines de milliers de dollars pour nous convertir au pacifisme. Parce que notre militantisme se renforce, ils viennent à nous, par peur.

Bien sûr, les respectables dirigeants noirs sont les plus fervents défenseurs de la non-violence. Mais si ces gens-là, en particulier les pasteurs, sont d'aussi purs pacifistes, pourquoi sont-ils si peu nombreux, si même il y en a, à critiquer les préparatifs de guerre de ce pays ? Pourquoi sont-ils si peu nombreux à s'opposer à la Bombe ? N'est-ce pas là le genre de prédication qu'on s'attend à entendre de la part de pacifistes sincères ? Les dirigeants noirs responsables sont pacifistes dans la mesure où leur seul intérêt est que nous ne combattions pas les Blancs racistes, que nous ne les « provoquions » pas ou ne les mettions pas en rage. Ils nous disent constamment que, si nous avons recours à l'autodéfense violente, nous serons exterminés. Ils n'arrêtent pas la violence – ils arrêtent seulement la violence défensive contre les Blancs racistes, en jouant sur la peur de l'extermination.

Cette peur de l'extermination est un mythe que nous avons démasqué à Monroe. Nous l'avons fait parce nous sommes parvenus à une compréhension active du système raciste, et que nous avons saisi la relation entre la violence et le racisme. L'existence de la violence est au cœur même d'un système raciste. Le militant afro-américain est un

« militant » parce qu'il se défend, qu'il défend sa famille, son foyer et sa dignité. Il n'introduit pas la violence à l'intérieur d'un système social raciste – la violence est déjà là et a toujours été là. C'est précisément cette violence non contestée qui permet à un système social raciste de se perpétuer. Quand les gens disent qu'ils sont opposés aux Noirs « ayant recours à la violence », ce qu'ils veulent vraiment dire c'est qu'ils sont opposés aux Noirs qui se défendent et qui s'opposent au monopole de la violence pratiquée par des Blancs racistes. Nous avons démontré à Monroe qu'avec la violence exercée dans les deux sens, la justice en place sera plus encline à maintenir la paix.

Quand les Afro-Américains résistent et se battent pour leurs droits, ils disposent aussi d'une force supérieure à celle créée par leur seule volonté et par leurs bras. Dans la situation mondiale telle qu'elle est aujourd'hui, le gouvernement américain le plus raciste et le plus fasciste imaginable ne pourrait réussir à exterminer 20 millions de personnes. Nous savons qu'en ce moment dans le monde une grande lutte est en cours pour le pouvoir, et que les peuples de couleur y disposent d'un poids décisif. Nous savons aussi, par les statistiques des émeutes raciales de Detroit, que la production de ce pays pourrait s'effondrer en quarante-huit heures. Dans le monde entier des gens seraient prêts à soutenir notre lutte.

Nous ne devons pas non plus oublier que ces mêmes Noirs aisés du Sud, qui prêchent traîtreusement le pacifisme, profitent de la lutte, vivant dans le luxe tandis que la plupart des Afro-Américains continuent à souffrir. Valent-ils mieux que le Quisling noir de la ville voisine de Charleston, Caroline du Nord – un Noir qui circulait dans une Cadillac rose toute neuve avec de la littérature anti-NAACP et anti-intégration, avec une énorme liasse de billets, et ses frais payés, autant de faveurs du conseil des citoyens blancs (White Citizens Council) ? Quelle ironie de constater que

les Judas noirs coûtent de plus en plus cher à mesure que les racistes blancs sont plus désespérés – bien que ce soit une piètre consolation pour ceux d'entre nous qui souffrent à cause de leurs trahisons.

À Monroe, où nous avons combattu le Klan, nous sommes doublement pénalisés. Il y a là des enfants qui grandissent sans aucune éducation, des enfants sans chaussures, des enfants sans nourriture. Des personnes âgées sans assistance médicale. Pour le Noir de Monroe, il n'y a pas de travail ; il n'y a pas d'aide sociale. Et tout l'argent récolté dans le Nord par les dirigeants noirs officiels, pas un n'en enverra un centime à Monroe, parce que les libéraux blancs qui ont donné cet argent nous considèrent comme des hors-la-loi et des voyous. Ils ont préféré nous laisser souffrir que d'adopter notre point de vue. Ils ont envoyé des convois de camions à d'autres endroits dans le Sud, mais nous ont punis parce que nous avons pris une position militante.

Mais nos enfants, qui grandissent sans chaussures, grandissent également avec un sens de l'orientation qu'ils ne peuvent acquérir dans les écoles de Jim Crow. Il y a eu une fois à Monroe une menace de guerre des gangs d'adolescents noirs. Elle a disparu lorsque les adolescents ont résolu leurs difficultés en parvenant à comprendre le problème. Il est tout à fait naturel de s'attendre à ce que la jeunesse noire soit démangée par le désir de faire quelque chose. Ce désir, frustré par des adultes moins actifs, risque d'être dirigé dans la mauvaise direction. Mais la vigueur de la jeunesse peut être canalisée vers des actions militantes constructives. C'est une simple affaire de bon sens que de faire en sorte que ces jeunes Noirs luttent de façon constructive contre l'injustice raciale, plutôt que de lutter les uns contre les autres. Le danger ne respecte pas les lignes de couleur. Mieux vaut verser son sang pour une juste cause plutôt que de le verser pour le simple frisson à la vue du sang. La révolte fermente au sein de la jeunesse moderne. Mieux vaut qu'elle se déploie contre

ses véritables ennemis, plutôt que contre des camarades de classe, des adolescents qui ne peuvent même pas expliquer les raisons de leurs dangereuses bagarres.

Le boycott des bus à Montgomery a peut-être été l'exemple le plus réussi d'une action entièrement pacifiste. Mais nous devons nous rappeler qu'à Montgomery, où les Noirs montent maintenant à l'avant des bus, il y a aussi des Noirs qui meurent de faim. Le boycott des bus à Montgomery a bien été une victoire, mais limitée. Elle n'a pas élevé le niveau de vie des Noirs. Elle n'a pas signifié une meilleure éducation pour les enfants noirs, elle n'a pas signifié des avancées économiques.

Quel était au juste le problème posé aux Blancs racistes ? Rappelons-nous qu'à Montgomery, la plupart des Américains blancs ont des automobiles et ne dépendent pas des bus. C'est exactement comme notre propre expérience à Monroe quand nous avons intégré la bibliothèque. J'ai appelé le président du conseil de mon comté. Je lui ai dit que je représentais la NAACP, que nous voulions intégrer la bibliothèque car notre propre bibliothèque avait brûlé. Il a répondu : « *Eh bien, je ne vois aucune raison pour que vous ne puissiez pas utiliser la même bibliothèque que nos gens. Cela ne changera rien. Après tout, de toute façon, je ne lis pas.* » Or c'est l'attitude de beaucoup de sudistes blancs à propos du boycott des bus à Montgomery. Les Blancs qui contrôlent la ville ne prenaient de toute façon pas le bus. Ils avaient leurs propres voitures personnelles, alors cela ne faisait aucune différence pour eux.

Mais quand des Afro-Américains entrent en lutte pour le droit de vivre comme des êtres humains, et pour le droit de gagner la même somme d'argent, alors ils font face à la plus grande résistance, et de là surgira la violence, tolérée ou inspirée par la police. Quand cela se produit, il faut faire comprendre au raciste qu'en nous attaquant il risque sa propre vie. Après tout, sa vie est une vie de Blanc, et il

considère une vie de Blanc comme supérieure. Alors, pourquoi risquerait-il une vie supérieure pour en prendre une inférieure ?

Je crois, comme beaucoup d'autres Noirs, que nous devons créer un militantisme noir qui soit le nôtre. Nous devons diriger notre propre lutte, accomplir notre propre destinée. Nous devons réaliser que beaucoup d'Afro-Américains sont devenus sceptiques et extrêmement méfiants vis-à-vis des soi-disant libéraux blancs qui ont dominé les mouvements « noirs » pour la liberté. Ils ont juste le sentiment qu'aucun Blanc ne peut comprendre ce que c'est que d'être un Noir brimé. Les dirigeants libéraux blancs traditionnels des organisations des droits civiques, et même les Blancs radicaux, ne comprennent généralement pas ce qu'est notre lutte, et comment nous la ressentons. Ils ont toujours mis notre lutte au second plan et, après toutes ces années, nous n'avons en réalité jamais eu la moindre place.

Ils ont la patience d'établir de bonnes relations publiques. Mais ce qui nous intéresse n'est pas d'avoir bonne presse. Ce qui nous intéresse, c'est de devenir libres. Nous voulons être libérés. Pour moi, l'oppression est nocive. Elle est douloureuse. Le matin en me levant, j'étais un Noir opprimé. À l'heure du déjeuner, en mangeant, j'étais un Noir opprimé. Le soir en allant me coucher, j'étais un Noir opprimé. Et si j'avais pu être libre en trente secondes, ce n'aurait pas été trop tôt.

« *Depuis trop longtemps, d'autres ont parlé à notre place* » : ainsi débutait le premier éditorial du premier journal afro-américain, publié à partir de 1827. Ces mots n'ont rien perdu de leur vérité durant le siècle et demi qui s'est écoulé depuis leur apparition dans le *Freedom's Journal*. Ils sont plus pertinents que jamais.

Il y a des Blancs qui sont prêts à nous aider sans conditions. Ils sont prêts à nous laisser diriger notre propre lutte. Ils sont sincèrement intéressés par la libération des Noirs. Je

n'aurais pas pu rester dans le Sud aussi longtemps que je l'ai fait sans le soutien que j'ai reçu de certains Blancs du Nord. Et peut-être que je n'aurais jamais réussi à échapper au lynchage légal de la chasse à l'homme fomentée par le FBI, ou à atteindre le sanctuaire cubain, sans l'aide de Blancs. Ils seront prêts à continuer à nous aider au nom de la justice, au nom du respect pour l'humanité.

« Tous les mouvements de libération aux États-Unis sont catalogués "communistes" »

Je ne suis pas membre et n'ai jamais été membre du Parti communiste. Mais la plupart des Américains de bonne foi devraient maintenant se rendre compte que tout mouvement pour la liberté lancé aux États-Unis, tout mouvement pour la dignité humaine, pour le respect, tout mouvement qui recherche l'équité et la justice sociale, tout mouvement pour les droits de l'homme est qualifié de « communiste ». À chaque fois qu'une personne blanche participe à un mouvement pour la libération des Noirs, le mouvement est automatiquement catalogué comme étant « sous la tutelle de Moscou ». Je ne peux m'attendre à faire exception.

Cette affaire de communisme devient un vieux classique. Une accusation classique maintenant. Toute personne qui s'oppose sans compromis aux racistes, toute personne qui se moque des fanatiques religieux et des ultraconservateurs américains est considérée comme communiste.

Ce genre de chose donne beaucoup de crédit aux communistes, parce qu'assurément beaucoup de gens de mon mouvement dans le Sud ignorent ce qu'est un communiste. La plupart d'entre nous n'ont jamais entendu parler de Marx. Quand vous dites Marx, certaines personnes vont penser que vous parlez peut-être d'un stylo-plume, ou d'un chauffeur de taxi de New York. Ou d'acteurs de cinéma.

Mais les gens aspirent à être libres. Quand on les opprime, les gens veulent être libérés. Peu importe d'où viennent les dirigeants. La mise en esclavage et l'oppression des Noirs

dans le Sud de l'Amérique étaient en vigueur avant la naissance de Karl Marx, et des Noirs se sont révoltés contre leur oppression avant que le marxisme ne voie le jour. En remontant jusqu'au 16e siècle et au début du 17e siècle, des Noirs se révoltaient déjà sur les bateaux négriers. L'histoire de l'esclavage des Noirs américains a été marquée par de très nombreux complots et révoltes de la part des Noirs.

Les marxistes ont certainement participé à la lutte des Noirs pour les droits de l'homme, mais les Noirs n'ont pas besoin qu'une philosophie ou qu'un parti politique leur dise que l'oppression raciale est mauvaise. C'est l'oppression raciale elle-même qui pousse le Noir à la révolte. Et c'est sur cette base que la population de Monroe a protesté, et sur cette base que le peuple de Monroe a refusé de se conformer aux conditions de vie Jim Crow dans une société Jim Crow. C'est sur cette base qu'ils sont partis en bagarre contre la folie du préjugé racial. Nous savons que le bigot sudiste, le raciste sudiste, est dérangé mentalement, qu'il est malade. Le fait que la discrimination Jim Crow et la ségrégation raciale puissent fort bien être fondées sur l'exploitation économique est hors sujet.

Nous sommes opprimés, et peu importe la cause ou le but original de cette oppression, l'esprit et la personnalité du raciste qui opprime ont été déformés depuis si longtemps qu'il est un malade mental. Même si la situation économique change, cela prendra beaucoup de temps et il faudra un grand choc pour guérir cette maladie mentale. J'ai lu que l'un des meilleurs traitements pour certaines formes de maladie mentale est le traitement par électrochocs. L'électrochoc doit provenir d'abord des Afro-Américains eux-mêmes, en coordination avec leurs alliés blancs, en coordination avec la jeunesse blanche.

Ce mouvement que j'ai dirigé n'était pas une organisation politique. Il n'avait aucune affiliation politique, quelle qu'elle soit. C'était un mouvement de gens rejetant

l'oppression. Mais je voudrais dire quelque chose à propos de notre mouvement. Ce qui s'est passé à Monroe, Caroline du Nord, devrait être une leçon pour les oppresseurs et les racistes d'Amérique. Parce que c'est le symbole d'une nouvelle attitude, le symbole d'une ère nouvelle. Il signifie que le peuple noir s'impatiente. Il signifie que dans les jours à venir il y aura beaucoup d'autres explosions raciales. Monroe n'était qu'un début. J'ose prédire que Monroe deviendra le symbole du nouvel Afro-Américain, le symbole de l'Afro-Américain déterminé à se débarrasser des stigmates des préjugés raciaux, de la souffrance et de la torture de la haine raciale et de l'oppression, quel qu'en soit le prix.

Le nationalisme noir : encore une étiquette

L'étiquette « nationaliste noir » est aussi dépourvue de sens que l'étiquette communiste. L'Afro-Américain enrage d'être mis de côté et opprimé, il enrage de n'être pas autorisé à intégrer la société américaine. Ces gens qui forment leurs propres groupes parce qu'ils ont été rejetés, et qui commencent à créer des sociétés attrayantes bien à eux, sont appelés « nationalistes noirs ».

C'est un titre trompeur. Parce que la première chose que vous devez vous rappeler, c'est que je suis un Afro-Américain, et qu'on m'a refusé le droit d'intégrer la société des États-Unis. En tant qu'Afro-Américain, je suis rejeté et je subis la discrimination. Nous sommes le groupe le plus exclu, le plus discriminé des États-Unis ; la classe la plus discriminée. Alors rien de plus normal que je dirige l'essentiel de mon énergie vers la libération de mon peuple, qui est la classe la plus opprimée.

Quant à être un « nationaliste noir », c'est un terme difficile à définir. Non, je ne suis pas un « nationaliste noir » dans le sens que j'exclurais les Blancs ou que je voudrais discriminer les Blancs, ou que j'aurais des préjugés contre les Blancs. Je préférerais me définir comme un inter-nationaliste. C'est-à-dire que je suis intéressé par les problèmes

de toute l'humanité. Je suis intéressé par les problèmes de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. Je crois que nous menons tous le même combat, un combat pour la libération. La discrimination et la haine raciale sont néfastes, et je suis tout autant opposé à la discrimination raciale partout dans le monde, sous toutes ses formes, que j'y suis opposé aux États-Unis.

Qu'est-ce qu'on entend par « nationalisme » ? Quand on considère la société américaine blanche d'aujourd'hui, elle ne peut être définie autrement que comme une société nationaliste fondée sur la race. Pourtant, dès qu'un Afro-Américain s'exprime en faveur de son peuple, qu'il est conscient et fier des racines historiques et de la culture de son peuple, il devient un « nationaliste ». Je n'ai que faire de ces étiquettes. Peu m'importe comment on m'appelle. Je crois en la justice pour tous. Et, parce que l'Afro-Américain est le plus exploité, le plus opprimé de notre société, je crois qu'il faut œuvrer en priorité à sa libération.

Non-violence et autodéfense

Les tactiques non violentes continueront et doivent continuer. Nous aussi, à Monroe, nous croyions en ces tactiques non-violentes. Nous avons utilisé ces tactiques, nous avons utilisé toutes les tactiques. Mais nous croyons aussi que toute lutte de libération doit être une lutte souple. Nous ne devons pas nous dire qu'une seule méthode mène à la libération. Ce serait du dogmatisme. Ce serait tomber dans le même genre de dogmatisme que celui pratiqué par certains fanatiques religieux. Nous ne pouvons pas nous permettre de développer ce genre d'attitude.

Nous devons utiliser la non-violence comme méthode autant que faire se peut, mais le jour viendra où les conditions deviendront si critiques que la non-violence sera en elle-même suicidaire. Le jour approche sûrement où nous verrons davantage de violence sur la scène américaine. Le jour approche sûrement où quelques-uns parmi ces mêmes

Noirs qui ont dénoncé notre utilisation des armes pour l'autodéfense vont eux-mêmes s'armer. Il y a des gens qui prétendent être horrifiés à l'idée qu'un ancien combattant noir, qui a porté les armes pour les États-Unis, puisse de son propre chef prendre les armes pour défendre sa femme, ses enfants, sa maison et sa vie. Ces mêmes personnes seront un jour de fervents partisans de l'autodéfense. Quand le racisme violent et le fascisme frapperont leurs familles et leurs maisons, pas de façon symbolique mais dans une campagne ouvertement sanglante, alors ils seront parmi les premiers à prôner l'autodéfense. Ils justifieront leur position par une question de survie. Quand il ne s'agira plus d'un Noir lointain, qui n'est rien qu'une statistique, rien qu'un article dans un journal, quand il ne s'agira plus de leurs voisins, mais d'eux-mêmes, et quand cela deviendra une question de salut personnel, alors leur attitude changera.

Nous utilisons et approuvons la résistance non-violente en tant que tactique. Mais nous croyons aussi qu'un homme ne peut avoir de dignité humaine s'il permet qu'on le maltraite, qu'on lui donne des coups de pied et qu'on le frappe à terre, s'il permet qu'on attaque sa femme et ses enfants, en refusant de les défendre et de se défendre lui-même, au motif qu'il est si pieux, si bien-pensant que cela rabaisserait sa personne s'il ripostait.

Nous savons que l'Afro-Américain moyen n'est pas un pacifiste. Il n'est pas pacifiste et n'a jamais été pacifiste, et il n'est pas fait de l'étoffe dont on fait les bons pacifistes. Que ceux qui doutent du fait que la grande majorité des Noirs ne sont pas pacifistes essaient juste d'en gifler un. Qu'ils prennent n'importe quel Noir à n'importe quel coin de rue aux États-Unis, et ils verront à quel point il est prêt à tendre l'autre joue.

Tous ceux qui osent attaquer vont apprendre par la manière forte que l'Afro-Américain n'est pas pacifiste, qu'il ne faut pas éternellement compter qu'il ne se défendra pas.

Ceux qui l'attaquent brutalement et impitoyablement ne peuvent espérer plus longtemps l'attaquer en toute impunité.

L'Afro-Américain ne peut oublier que sa servitude dans ce pays n'a pas cessé grâce à une force morale pacifiste ou à de nobles appels à la conscience chrétienne des propriétaires d'esclaves.

Henry David Thoreau, l'écrivain qui a influencé Gandhi, et à travers Gandhi Martin Luther King Jr, est idéalisé comme apôtre de la non-violence. Mais Thoreau n'était pas dogmatique ; ses yeux étaient ouverts et il voyait clair. Je garde sur moi une copie du *Plaidoyer pour le capitaine John Brown* de Thoreau. On y trouve des vérités tout aussi évidentes en 1962 qu'elles l'étaient en 1859, quand il écrivait :

« C'était la doctrine personnelle de John Brown : tout homme a le droit absolu de s'opposer par la force à l'esclavagiste dans le but de sauver l'esclave. Je suis de son avis. Ceux qui sont continuellement choqués par l'esclavage ont le droit d'être choqués par la mort violente de l'esclavagiste, mais ceux-là seront plus choqués par sa vie que par sa mort. Je n'aurai pas l'audace de penser que celui qui réussit le plus rapidement à libérer l'esclave se trompe de méthode.

Je parle pour l'esclave lorsque je dis que je préfère la philanthropie du capitaine Brown à la philanthropie de celui qui ni ne me tire dessus ni ne me libère. (...) Je n'ai envie ni de tuer ni de me faire tuer, mais je peux prévoir des circonstances où les deux seront pour moi inévitables. C'est par des actes de violence quotidiens que nous préservons la prétendue paix de notre communauté. Voyez la matraque et les menottes du policier ! Voyez la prison ! (...) Tout ce que nous espérons, c'est vivre en sécurité aux abords de cette armée temporaire. Ainsi, nous nous protégeons, nous et nos poulaillers, et nous maintenons l'esclavage. Je sais que la majorité de mes compatriotes pensent que le meilleur usage que l'on puisse faire des fusils Sharpe et des revolvers, c'est de se battre en duel quand nous sommes insultés par d'autres nations, ou de faire

la chasse aux Indiens, ou de s'en servir pour tirer sur des esclaves fugitifs, ou d'autres choses de ce genre. Je pense que, pour une fois, les fusils Sharpe et les revolvers ont servi une juste cause. Les outils étaient entre les mains de qui pouvait les employer.

La même indignation qui, à ce qu'on dit, a nettoyé jadis le temple le nettoiera à nouveau. La question n'est pas l'arme, mais dans quel esprit on l'utilise. On n'a jusqu'ici jamais vu en Amérique d'homme qui aimât autant son prochain et le traitât aussi tendrement. Il (John Brown) vivait pour lui. Il a risqué sa vie et l'a donnée pour lui. Quelle est donc cette sorte de violence, qui est encouragée non par des soldats mais par de paisibles citoyens, non tant par des laïcs que par des ministres de l'Évangile, non tant par des sectes belliqueuses que par les Quakers, et non tant par les hommes quakers que par les femmes quakers ?

Cet événement me fait prendre conscience qu'il existe quelque chose qui s'appelle la mort ; la possibilité pour un homme de mourir. Il semblerait qu'aucun homme ne soit auparavant mort en Amérique ; parce que, pour mourir, il faut d'abord avoir vécu. »

Il est dans la nature du Noir américain, comme des autres hommes, de combattre et d'essayer de détruire ce qui bloque son chemin vers un plus grand bonheur dans l'existence.

« L'avenir appartient aux opprimés d'aujourd'hui »

Chaque fois que je parle à la radio de langue anglaise à La Havane (qui émet pour être entendue aux États-Unis), j'espère d'une certaine façon pénétrer les barrières mentales et introduire de nouveaux éléments troublants dans la conscience de l'Amérique blanche. J'espère leur faire prendre conscience du mal monstrueux auquel ils participent en opprimant les Noirs. D'une certaine manière, je dois parvenir à refléter clairement l'image du mal inhérent à une société raciste, afin que les Américains blancs

puissent honnêtement et totalement se voir tels qu'ils sont en réalité. Se voir avec la même lucidité que les étrangers les voient, et reconnaître qu'ils ne sont pas les champions de la démocratie. Comprendre qu'aujourd'hui ils ne croient même pas réellement à la démocratie. Comprendre que le monde change, sans tenir compte du fait qu'ils pensent que cela leur plaît ou pas.

Car je sais que, s'ils entrevoyaient soudain leur propre réalité, le choc serait d'une grande valeur thérapeutique. Beaucoup d'Américains honnêtes comprendraient alors que cette société doit s'amender si elle veut survivre, qu'il n'y a pas de place dans le monde d'aujourd'hui pour une nation raciste.

En tant qu'individu, je ne suis pas attiré par la « politique ». La seule chose qui me tienne à cœur est la justice et la libération. Je n'appartiens à aucun parti politique. Mais je pense qu'aussi longtemps que la politique actuelle prévaudra, le Noir ne sera pas intégré dans la société américaine. Il faudra qu'il y ait de grands changements politiques avant que cela se produise.

Ces Américains qui s'opposent le plus à la logique de l'avenir sont ceux qui m'ont poussé à l'exil. Ces gens sont cruels. Cependant, aussi cruel qu'il puisse être, l'exil n'était pas la fin que ces gens avaient prévue pour moi. Mais il ne dépend pas des oppresseurs d'aujourd'hui de décider quelle sera ma fin. Leur rôle dans l'histoire les empêche de le comprendre, tout comme leur rôle les empêche de comprendre que tous les véritables leaders nationalistes d'Afrique ont été emprisonnés ou exilés, et que les futurs leaders de la libération nationale en Amérique latine et en Asie connaissent aujourd'hui la prison, l'exil, ou pire encore.

L'avenir appartient aux opprimés d'aujourd'hui, et je serai témoin de cet avenir lors de la libération des Afro-Américains.

Table des matières

Préface de l'éditeur **5**
Organiser la population pour « répondre à la violence par la violence » 6

Prologue **15**

Chapitre 1er
L'autodéfense empêche un bain de sang **19**
On essaie de me tuer 20
« Nom de Dieu, les Nègres ont des flingues ! » 22
L'autodéfense force l'État à nous protéger 24

Chapitre 2
Une section de la NAACP renaît au militantisme **27**
Un ancien combattant rentre chez lui 28
Le Ku Klux Klan entre en action 29
L'autodéfense est née de notre détresse 32
L'affaire du baiser 34
« Nous répondrons à la violence par la violence » 37

Chapitre 3
La lutte pour le militantisme au sein de la NAACP **41**
Suspension, falsification et réélection 41
« Une lettre du patron » 45
Hypocrisie et tromperie 49

Chapitre 4
La non-violence enhardit les racistes : une semaine de terreur **53**
Le programme de Monroe 53
Pétition 54
Les Freedom Riders viennent à Monroe 56
Les racistes passent à la violence 58
« Vous n'êtes pas encore mort ? » 59
Le gouverneur et le FBI 61

Chapitre 5
L'autodéfense empêche un pogrom
Les racistes manigancent un faux kidnapping **63**
Nous préparons l'autodéfense 64
En fuite, mais pas fugitif 69

Chapitre 6
Le procès de Monroe : un complot contre les Noirs **73**
Le ministère de la Justice « Extrêmement dangereux et schizophrène » 73
Les autres accusés 75
Le spectre des fusils russes 78
Le Canada, puis Cuba 82
La complicité du gouverneur de l'Ohio 84
Au monde entier : « Observez bien Monroe » 88

Chapitre 7
L'autodéfense : une tradition américaine **93**
Des esprits déformés par le racisme 93
« Nous devons créer un militantisme noir... » 94
« Tous les mouvements de libération aux États-Unis sont catalogués "communistes" » 102
Le nationalisme noir : encore une étiquette 104
Non-violence et autodéfense 105
« L'avenir appartient aux opprimés d'aujourd'hui » 108

Imprimé par Impression Multi Services
6, rue Florian - 93500 Pantin
01 48 10 05 55 - www.ims-pantin.fr - atelier@ims-pantin.fr